

LE MEDIATEUR MAGHREBIN

Quotidien national d'information

Mardi 22 octobre 2024 - N°: 235 - Prix:10 DA



PLAFONNEMENT DES PRIX

Le ministère du Commerce prêt à agir

P.3

LUTTE CONTRE LES PÉNURIES ET PLAFONNEMENT DES PRIX DE PRODUITS ALIMENTAIRES

Les directives du président Tebboune



• Percevant « un relâchement chez certains », le Président a donné des instructions pour élaborer une loi consacrant un système de plafonnement des prix.

Le président Tebboune, a présidé, dimanche dernier, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés concernant plusieurs secteurs. M. Tebboune a donné des instructions pour lutter contre les pénuries des produits alimentaires et d'élaborer une loi consacrant un système de plafonnement des prix.

Lire en page 3

Coopération
Le Premier ministre reçoit l'ambassadrice serbe en Algérie



Le Premier ministre, Nadir Larbaoui a reçu, hier, à Alger, l'ambassadrice de la République de Serbie en Algérie, Ana Petkovic, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre.

P.2

EFFONDREMENT D'UN IMMEUBLE À BÉCHAR
LE MINISTÈRE DE L'HABITAT DÉPOSE PLAINTE

P.16



Ghaza

640 martyrs dans l'opération génocidaire sioniste à Jabalia

P.9

COOPÉRATION

Le Premier ministre reçoit
l'ambassadrice serbe en Algérie

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui a reçu, hier, à Alger, l'ambassadrice de la République de Serbie en Algérie, Ana Petkovic, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre.

Les entretiens "ont porté sur les voies et moyens de renforcement et de promotion des relations de coopération bilatérale dans divers domaines, ainsi que le développement du partenariat entre les deux pays, notamment dans les domaines économiques, conformément à la volonté politique commune qui anime les dirigeants des deux pays, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et le président serbe, M. Aleksandar Vucic", précise le communiqué. Les deux parties ont passé en revue "les questions régionales et internationales d'actualité, rappelant les valeurs et règles régissant les relations internationales et les principes fondateurs du Mouvement des non-alignés (MNA), notamment les principes de respect de la souveraineté des pays et de non-ingérence dans leurs affaires intérieures et l'impératif de privilégier les voies pacifiques pour le règlement des conflits, outre le droit des peuples à l'autodétermination pour la paix, la stabilité et le progrès".

Boughali préside une
réunion du bureau de
l'APN

Le Président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali a présidé une réunion du bureau de l'assemblée au cours de laquelle il a entendu deux exposés sur une proposition de deux lois relatives à la protection des personnes âgées, et à la répression de l'ivresse publique et la protection des mineurs contre l'alcoolisme, a indiqué hier un communiqué de l'APN. Le bureau a entamé les travaux de cette réunion, tenue dimanche, "en déclarant la vacance du siège d'un député à l'APN pour décès", lit-on dans le communiqué. Le bureau a, ensuite, entendu "deux exposés sur une proposition de deux lois, la première relative à la protection des personnes âgées, et la seconde modifiant et complétant l'ordonnance N 75-26 relative à la répression de l'ivresse publique et à la protection des mineurs contre l'alcoolisme". Le bureau de l'APN, en outre, a examiné "les questions orales et écrites déposées à son niveau, et décidé de soumettre au Gouvernement les questions répondant aux conditions requises". Le Bureau a, également, examiné "les demandes d'organisation de missions d'information et les questions à caractère organisationnel et administratif", conclut la même source.

SÛRETÉ NATIONALE
Lancement
d'une
campagne
nationale de
don de sang

Une campagne nationale de don de sang, organisée par la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) en collaboration avec l'Agence nationale du sang (ANS) et la Fédération algérienne des donneurs de sang (FADS) a débuté hier à Alger. Cette campagne, dont le coup d'envoi a été donné par le contrôleur général de police Salma Madi, directrice de la santé, de l'action sociale et des activités sportives, s'inscrit dans le cadre de la 18e édition des trois campagnes (internationale, maghrébine et na-

tionale) de don de sang que la DGSN organise chaque année. Dans ce cadre, le commissaire de police, Sofiane Zoughri, chef du Bureau des expertises médicales à la Direction de la santé, de l'action sociale et des activités sportives a précisé que cette campagne de trois jours "vise essentiellement à fournir le maximum de poches de sang aux hôpitaux publics pour sauver les vies humaines". Les agents, personnels et cadres de la Sûreté nationale "ont pris l'habitude de participer à de telles campagnes qui ont pour objectif d'assurer la disponibilité de cette substance vitale", a-t-il dit. Pour garantir le succès de cette opération humanitaire, M. Zoughri a affirmé que la DGSN, en collaboration avec les organismes concernés, "a mobilisé tous les moyens matériels et humains et mis en place des centres de prélèvement de sang conformes aux normes au niveau des sièges de la police, et ce pour préserver la santé des donneurs". Pour sa part, la directrice de l'ANS, Houria Touafid a mis en avant "la nécessité d'organiser des campagnes de don de sang, notamment au sein de la sûreté nationale en vue de



doter régulièrement les hôpitaux de cette substance vitale". De son côté, le président de la FADS, Abdelmalek Sayeh a mis l'accent sur "la nécessité d'ancrer la culture des campagnes de solidarité au sein de la société", saluant "le travail accompli par les services de la sûreté nationale dans le cadre des opérations de don de sang".

ABDELHAFID BAKHOUCHE, DG DES DOUANES :

« Les dispositions douanières du PLF 2025 visent à accroître
les recettes du Trésor »

Le directeur général des Douanes, le Général-major Abdelhafid Bakhouché, a affirmé, hier, à Alger, que les dispositions douanières proposées dans le projet de loi de finances (PLF) 2025, visaient principalement à accroître les recettes du Trésor public au bénéfice de l'économie nationale et à contribuer à réaliser la transformation numérique du corps des Douanes. Intervenant devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), dans le cadre de l'examen des dispositions du PLF 2025, présidée par Mohamed Hadi Oussama Arbaoui, président de la commission, M. Bakhouché a précisé que les mesures douanières proposées "visent à soutenir la relance économique et réaliser la transformation numé-

rique, en vue d'atteindre la transparence dans les transactions et de simplifier les procédures au profit des opérateurs économiques". S'agissant des principales mesures proposées pour l'augmentation des recettes du Trésor public, le DG a cité la possibilité de vendre les marchandises non retirées à l'expiration du délai légal de dépôt, par voie de cession à l'amiable au profit des administrations et entreprises publiques, ainsi que la possibilité de disposer des marchandises après expiration des délais légaux de dépôt, étant considérées comme abandonnées au profit du Trésor public. Des propositions ont été introduites pour permettre le dédouanement des biens usagés détenus par l'Etat et les institutions publiques à l'étranger en vue de les faire entrer définitivement

au pays, avec exonération de tous les droits appliqués à l'importation. En outre, il sera possible de confisquer toutes les saisies d'or, d'argent et de platine, non réclamées par leurs propriétaires, après l'expiration du délai de dépôt douanier, afin de les verser dans la réserve légale de solidarité. Il a également été proposé des articles permettant de libérer des espaces douaniers dans les ports et aéroports, à travers la révision des cas de mise en entrepôt douanier automatique, ainsi que de soumettre les marchandises placées en entrepôt douanier aux mêmes procédures de destruction que celles appliquées aux biens saisis et confisqués. Le DG a évoqué les mesures proposées pour réduire les délais de séjour des marchandises dans les ports et aéroports ainsi que les

délais du dédouanement, ce qui contribuerait à réduire le montant des pénalités de retard transférées à l'étranger, précisant qu'il est proposé de réduire la durée de dédouanement de 15 jours à 8 jours, en plus de la révision des conditions d'inspection des marchandises déclarées, celle-ci pouvant être effectuée après notification au déclarant par tous les moyens y compris par voie électronique. En vue de réduire les délais de dédouanement, le Général-major Bakhouché a cité les articles 145, 146 et 147, qui offrent aux opérateurs économiques des facilitations concernant les conditions et modalités de dépôt de déclaration. Selon le même responsable, il a été également proposé de créer des entrepôts temporaires dans le territoire douanier par les organismes char-

gés de la gestion des postes-frontaliers, afin de contribuer à une meilleure gestion des passages frontaliers, ainsi qu'à la promotion des exportations hors hydrocarbures et à la dynamisation de l'activité économique dans les régions frontalières. Concernant la transformation numérique du corps des Douanes, y compris la numérisation des procédures douanières, M. Bakhouché a évoqué les mesures proposées, dans le cadre du projet de loi, qui obligent à effectuer toutes les transactions par voie numérique, en se basant sur des copies électroniques des documents requis. Le projet de loi permet également à l'administration des Douanes de proposer des services d'utilisation du système d'information aux utilisateurs, moyennant des frais versés au budget de l'Etat.

LUTTE CONTRE LES PÉNURIES ET PLAFONNEMENT DES PRIX DE PRODUITS ALIMENTAIRES

Les directives du président Tebboune

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, dimanche dernier, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés concernant plusieurs secteurs.

M. Tebboune a donné des instructions pour lutter contre les pénuries des produits alimentaires et d'élaborer une loi consacrant un système de plafonnement des prix, a indiqué un communiqué du Conseil des ministres dont voici la traduction APS :

"Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés, portant entre autres sur les mesures relatives aux bourses des étudiants et des enseignants-chercheurs des Ecoles supérieures du pôle scientifique et technologique de Sidi Abdallah, les mesures de régulation et de suivi des opérations d'importation, ainsi que les préparatifs en cours pour la réalisation d'une importante œuvre cinématographique sur l'Emir Abdelkader. Après présentation par le Premier ministre des activités du Gouvernement au cours des deux dernières semaines, et suite aux différents exposés de Mesdames et Messieurs les ministres, le président de la République a donné les instructions et orientations suivantes :

Percevant « un relâchement chez certains »

Monsieur le Président a perçu un relâchement chez certains, soulignant la nécessité pour tous de se ressaisir et de déterminer les responsabilités, par fidélité aux missions assignées vis-à-vis du citoyen qui doit être la préoccupation majeure de chaque fonctionnaire public.

Il a enjoint au gouvernement de procéder à une révision radicale de la réglementation régissant la commercialisation du produit national pour le citoyen, à travers l'élaboration d'une loi consacrant un système de plafonnement des prix, via des décrets, lorsqu'il s'agit de prix déraisonnables des produits de saison.

Monsieur le président de la République a ordonné au Gouvernement et aux instances de contrôle y compris les organes



de sécurité de faire preuve d'une extrême vigilance, d'intensifier et de porter, au plus haut point, le contrôle, en plaçant les produits agro-alimentaires et les médicaments au cœur des priorités.

Ne pas interdire les opérations d'importation des

matières premières

Monsieur le Président a ordonné de ne pas interdire les opérations d'importation des matières premières utilisées dans la chaîne de production et les industries vitales. Le reste des opérations d'importation est sou-

mis à une autorisation préalable. Monsieur le Président a affirmé que l'Algérie n'a jamais interdit et n'interdira pas l'importation. Or, elle y recourt seulement si besoin est, dans le but de promouvoir la production nationale et de protéger ses réserves financières, ce qui est à même de

conforter son économie et de préserver sa stabilité.

Les mesures relatives à la bourse des étudiants approuvées

Le Conseil des ministres a approuvé les mesures relatives à la bourse des étudiants et des enseignants-chercheurs aux Ecoles supérieures du pôle scientifique et technologique de Sidi Abdallah.

Monsieur le Président de la République a précisé que ce projet constituait un acquis pour l'Algérie et pour sa sécurité nationale, étant l'objectif suprême de la création du pôle scientifique et technologique. Monsieur le Président a affirmé que ces mesures prises en faveur des étudiants du pôle scientifique et technologique constituaient un encouragement pour les futurs cerveaux, chargeant le ministre de l'Enseignement supérieur d'assurer un accompagnement continu. L'association effective du ministère de la Défense nationale à cette vision stratégique pour préserver et défendre les fondements du pays.

Appel d'offres international pour la réalisation d'une importante œuvre cinématographique sur l'Emir Abdelkader

Monsieur le Président a donné instruction pour le lancement d'un appel d'offres international pour la production et la réalisation, en vue de conférer à cette œuvre une dimension universelle, vu la haute symbolique que représente l'Emir Abdelkader, de par son parcours dans l'édification de l'Algérie contemporaine et son rayonnement international, outre tous ses efforts consentis pour la protection des minorités à travers le monde.

Monsieur le président de la République a ordonné d'ouvrir la voie aux compétences cinématographiques algériennes et mondiales, en tenant compte du contenu convenu dans le cahier de charges. A la fin de la réunion, certains exposés inscrits à l'ordre du jour ont été ajournés, pour enrichissement.

R. N.

PLAFONNEMENT DES PRIX

Le ministère du Commerce prêt à agir

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations est prêt à agir, à travers des mécanismes juridiques et réglementaires, notamment pour le plafonnement des prix des produits de large consommation dans le but de préserver le pouvoir d'achat des citoyens conformément aux directives du président de la République, a assuré, hier, le directeur de la coopération et des enquêtes spécifiques du ministère, Kamel Boukheddache. S'exprimant sur les ondes de la radio nationale, M. Boukheddache a affirmé que le ministère est "prêt à agir sur plusieurs axes et leviers pour réguler les marchés, conformément aux instructions du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en appliquant notamment le dispositif de plafonnement de

prix". Le président de la République a ordonné lors de la réunion du Conseil des ministres, dimanche, de procéder à une révision radicale de la réglementation régissant la commercialisation du produit national pour le citoyen, à travers l'élaboration d'une loi consacrant un système de plafonnement des prix, via des décrets, lorsqu'il s'agit de prix déraisonnables des produits de saison", a indiqué un communiqué du Conseil des ministres. Il a également ordonné au Gouvernement et aux instances de contrôle, y compris les organes de sécurité, de "faire preuve d'une extrême vigilance, d'intensifier et de porter, au

plus haut point, le contrôle, en plaçant les produits agro-alimentaires et les médicaments au cœur des priorités". M. Boukheddache a, assuré dans ce contexte, que "l'Etat garantit dans le cadre de l'ordonnance 03-03 sur la concurrence le principe général de la concurrence des prix, mais nous pouvons intervenir et prendre des mesures pour plafonner les prix lorsqu'il est question de motifs liés à la stabilisation des niveaux de prix de produits de large consommation en cas de perturbation sensible sur le marché". Dans le même contexte, M. Boukheddache a indiqué que "toutes les mesures sont prises pour prés-

server le pouvoir d'achat du citoyen et que le ministère ne ménage aucun effort pour y remédier à des situations de perturbation, notamment par rapport à la disponibilité de certains produits agricoles, en agissant sur des leviers du plafonnement des prix et de fixation des marges bénéficiaires". Tout en rappelant que les services du ministère agissent constamment sur le terrain lorsqu'il y a des dysfonctionnements sur le marché à travers les directions de contrôle et de lutte contre les fraudes pour mettre un terme à certaines pratiques, le même responsable a précisé que les produits agricoles peuvent être concernés

par le plafonnement des prix. "Si nous constatons un dysfonctionnement et une perturbation sur les produits agricoles, les pouvoirs publics peuvent prendre la décision de plafonner les marges bénéficiaires, et ce, par voie réglementaire", a-t-il soutenu en citant à ce propos le plafonnement des prix et des marges de commercialisation de la viande importée et des légumes secs, outre les actions de déstockage pour faire baisser les prix. "Les textes réglementaires régissant les prix de ces produits sont entrés en vigueur et nos agents sont en train de veiller à l'application stricte des dispositions de ces textes", a-t-il rassuré, en soulignant que "des enquêtes sont menées systématiquement quand des cas de flambée des prix de certains produits sont constatés".

APS

LES ÉCRANS ET LA SANTÉ VISUELLE

Un danger à mettre en vue

La myopie et les troubles de la vision sont devenus des préoccupations majeures dans le monde moderne, notamment en raison de l'usage excessif des écrans électroniques. Ces dispositifs, omniprésents dans nos vies, affectent désormais des tranches d'âge de plus en plus jeunes, notamment les enfants.

Le Dr. Djawed Feghouli, ophtalmologue, met en lumière les risques et les conséquences de cette exposition précoce et prolongée aux écrans, à travers un phénomène de plus en plus répandu appelé le syndrome de vision par écran. Le syndrome de vision par écran se manifeste par un ensemble de symptômes oculaires liés à l'usage prolongé des écrans numériques tels que les smartphones, les ordinateurs et les télévisions. Selon le Dr. Feghouli, la génération actuelle, dès le plus jeune âge, est exposée de manière excessive à ces appareils, ce qui cause une augmentation notable des cas de myopie et de fatigue oculaire. Les parents, souvent inconscients des conséquences à long terme, permettent à leurs enfants d'utiliser des écrans sans restriction, créant ainsi un terrain propice au développement de troubles visuels dès l'enfance. La myopie, ou difficulté à voir de loin, a vu sa prévalence augmenter de manière alarmante au cours des dernières décennies, en particulier dans les zones urbaines où les écrans font partie intégrante du quotidien. Une étude réalisée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) montre que d'ici 2050, environ la moitié de la population mondiale pourrait être myope, en grande partie à cause de l'utilisation accrue des écrans. Le Dr. Feghouli précise que ce problème est exacerbé chez les enfants, dont les yeux sont encore en pleine phase de développement.

Les dangers du « temps écran » chez les enfants

L'une des principales causes identifiées par les experts, comme le souligne le Dr. Feghouli, est l'exposition prolongée à la lumière bleue émise par les écrans électroniques. Cette lumière, bien que naturelle (elle est également présente dans la lumière du soleil), devient nocive lorsqu'elle est émise de manière continue et directe par les écrans, surtout chez les enfants. Leur cristallin, encore en développement, n'a pas la même capacité de filtrage que celui des adultes, rendant leurs yeux plus vulnérables aux dommages. Le Dr. Feghouli insiste sur le fait que les enfants de moins de six ans ne devraient pas être exposés aux écrans. Contrairement à une idée répandue, il ne s'agit pas de restreindre cet usage jusqu'à l'âge de quatre ans, mais bien jusqu'à six ans. À cet âge, la structure oculaire de l'enfant est encore trop fragile pour faire face aux effets de la lumière bleue. Au-delà de cet âge, un usage modéré et encadré reste essentiel pour limiter les risques.

Symptômes du syndrome de vision par écran

Les symptômes liés à cette surutilisation des écrans sont variés. Le syndrome de vision par écran se traduit souvent par une fatigue oculaire, une vision floue ou double, des maux de tête récurrents, des yeux rouges ou secs, ainsi qu'une irritation oculaire. Les enfants affectés peuvent également se plaindre de



sensations de brûlure dans les yeux ou encore d'une gêne provoquée par la lumière. Ces symptômes ne sont pas toujours pris au sérieux par les parents, qui peuvent les attribuer à la fatigue ou à d'autres causes temporaires. Pourtant, comme le rappelle le Dr. Feghouli, ils sont le signe avant-coureur d'un problème plus profond. En outre, ces symptômes sont souvent exacerbés lorsque les enfants regardent les écrans dans des environnements mal éclairés, notamment la nuit, lorsque la lumière ambiante est faible.

L'addiction aux écrans : un problème sous-estimé

Au-delà des problèmes de santé oculaire, l'addiction aux écrans représente un autre danger pour la jeunesse actuelle. Selon le Dr. Feghouli, il devient de plus en plus difficile pour les parents de contrôler le temps passé par leurs enfants devant les écrans. Cette dépendance est souvent liée à l'interactivité des contenus, avec des couleurs vives, des animations rapides et des sons attractifs qui captent l'attention des enfants et la retiennent pendant de longues périodes. Cet usage excessif, associé à un manque de vigilance de la part des parents, conduit à une surstimulation cognitive et sensorielle chez les enfants, les rendant de plus en plus dépendants de ces dispositifs. En conséquence, lorsque les parents tentent de limiter ou de supprimer l'usage des écrans, ils se heurtent souvent à des réactions de frustration ou d'énervement chez leurs enfants, rendant la situation encore plus complexe.

Vaut mieux tard que jamais

De nombreux parents prennent conscience des dommages causés par cette surexposition aux écrans seulement lorsqu'il est trop tard. Nous avons recueillis les témoignages de parents qui ont découvert, souvent par surprise, que leurs enfants souffraient de troubles de la vision à cause de leur consommation excessive de temps écran. Yamina, mère de deux enfants âgés de 7 et 9 ans, a découvert les problèmes de vue de son fils aîné lorsqu'il s'est plaint de maux de tête fréquents. « Nous pensions que c'était simplement la fatigue à cause de l'école. Il passait beaucoup de temps sur sa tablette, surtout pour jouer et regarder des vidéos. Nous ne nous doutions pas que cela affectait sa vue », raconte Yamina. Après une visite chez l'ophtalmologue, son fils a été diagnostiqué avec une myopie avancée. « Le médecin nous a expliqué que l'exposition prolongée aux écrans, surtout si près du visage, avait probablement accéléré le développement de sa myopie. Je regrette de ne pas avoir limité son temps d'écran plus tôt, maintenant il doit porter des lunettes en permanence. ». Yamina admet qu'elle et son mari n'avaient pas réalisé à quel point les écrans pouvaient être néfastes pour la vision de leurs enfants, mais depuis ce diagnostic, ils ont radicalement changé les règles à la maison. « Nous avons réduit leur utilisation des écrans et nous les encourageons à passer plus de temps à l'extérieur. ». Hakim, père d'une fille de 10 ans, se souvient du jour où il a découvert que sa fille avait un problème de vue. « Elle

regardait toujours très près de l'écran et plissait souvent les yeux. Nous pensions que c'était juste une habitude. Mais lorsque son enseignante a mentionné qu'elle avait du mal à lire les textes au tableau, nous avons décidé de consulter un ophtalmologue. » Sa fille a été diagnostiquée avec une légère astigmatie, aggravée par des heures passées devant l'écran de son téléphone et sa console de jeu. « En tant que parents, nous sommes souvent démunis face à la technologie. Les enfants sont tellement attirés par les écrans que c'est difficile de leur dire non. Mais en voyant à quel point cela avait affecté la vue de ma fille, nous avons dû instaurer des règles strictes à la maison. Maintenant, elle ne peut utiliser son téléphone que pour des périodes très limitées et nous faisons régulièrement des pauses visuelles. » Pour Samira, la prise de conscience a été un choc. « Mon fils passait des heures à regarder des dessins animés sur notre grand écran télé. Il aimait aussi jouer à des jeux sur mon téléphone. Tout semblait normal jusqu'à ce qu'un jour, il commence à se plaindre de voir flou. J'étais inquiète, mais je ne pensais pas que les écrans pouvaient être la cause directe. » Après une consultation, le diagnostic est tombé : une myopie modérée. « L'ophtalmologue nous a dit que l'exposition excessive aux écrans avait probablement accéléré le processus. Je me sentais coupable de ne pas avoir été plus vigilante. À cet âge, on pense que les enfants sont juste un peu fatigués, mais en réalité, leurs yeux sont fragiles. Maintenant, je surveille de près le temps qu'il passe devant les

écrans et je l'encourage à faire des activités manuelles ou à jouer dehors. »

Prévenir et protéger

Face à cette réalité préoccupante, le Dr. Feghouli et d'autres experts en santé visuelle préconisent des mesures préventives pour limiter l'impact des écrans sur la vue des enfants. On peut citer quelques-unes des recommandations principales évoquées par le spécialiste. Les enfants de moins de six ans ne devraient pas être exposés aux écrans électroniques. Au-delà de cet âge, les parents doivent imposer des limites strictes quant à la durée d'utilisation quotidienne. Il est particulièrement déconseillé de regarder les écrans dans des pièces faiblement éclairées, notamment le soir. Le contraste entre la luminosité de l'écran et l'obscurité ambiante fatigue énormément les yeux. La myopie est également liée au manque d'exposition à la lumière naturelle. Encourager les enfants à passer du temps à l'extérieur est essentiel pour le bon développement de leur vision. Les spécialistes s'accordent à dire que le syndrome de vision par écran est devenu un problème de santé publique qui affecte particulièrement les enfants. L'usage excessif des écrans, en plus d'affaiblir la vue, engendre des conséquences à long terme sur la santé mentale et physique des enfants. Les parents ont un rôle primordial à jouer pour encadrer et limiter l'exposition des jeunes aux écrans, tout en sensibilisant leur entourage aux risques liés à cette surconsommation technologique. **R.S**

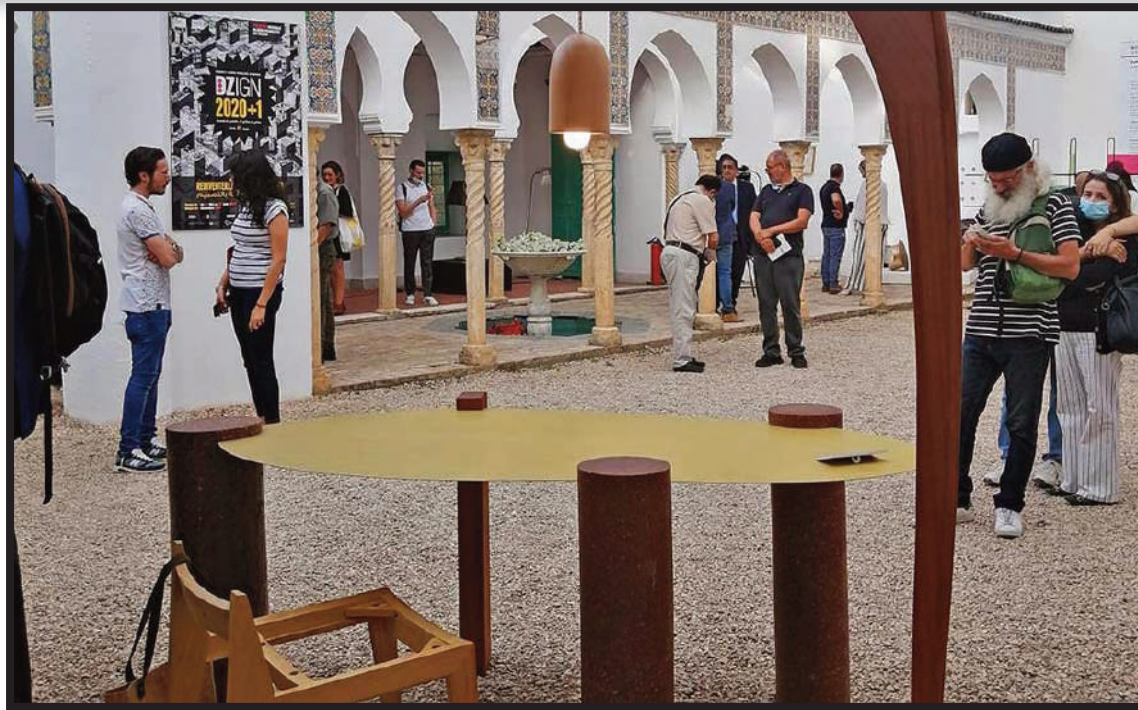


« TILAWIN PROJECT »

Zoom sur le talent de femmes photographes

Le «Tilawin Project» initiative de mentorat bénévole lancé par Liasmine Fodil, photographe, se poursuit actuellement à Dar Abdellatif à Alger, jusqu'au 29 octobre 2024. Organisé par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC), le projet met en lumière le talent de femmes photographes algériennes dans le cadre d'une exposition rétrospective intitulée «Tilawin Now».

Ce programme et cette exposition célèbrent non seulement la diversité du paysage photographique féminin, mais également l'importance de la transmission intergénérationnelle dans le monde artistique. Le «Tilawin Project», selon sa fondatrice Liasmine Fodil, est un programme de mentorat qui s'étend sur 10 mois, en ligne et en présentiel. Il a déjà réuni 6 à 8 mentors et autant de filleules par session, toutes photographes ou en devenir, basées en Algérie ou issues de la diaspora. Ce projet ambitieux, créé par des femmes et pour des femmes, est un espace de partage et de transmission artistique. En effet, il se distingue par son engagement à créer des liens solides entre les générations de photographes, tout en offrant un cadre où les femmes peuvent apprendre, échanger et se soutenir dans leurs parcours créatifs respectifs. L'exposition «Tilawin Now», organisée dans le cadre du programme, présente les œuvres de 20 photographes algériennes. Elle se veut un hommage à la diversité du regard féminin sur la photographie, avec des clichés reflétant différents aspects de la société, de la culture et du quotidien. Les photographies exposées à Dar Abdellatif témoignent



de la richesse et de la complexité des récits visuels proposés par ces artistes, qui capturent des moments intimes, des paysages, des expressions humaines, et des réalités contemporaines sous des angles multiples. L'initiative de cette exposition rétrospective permet de mettre en lumière un médium

qui, en Algérie, a souvent été marqué par des périodes d'effacement. Liasmine Fodil souligne ainsi que le «Tilawin Project» a pour ambition de "créer un pont entre le passé et le présent" dans une société où l'image a parfois été négligée. L'exposition «Tilawin Now» invite le public à redécouvrir l'histoire de la

photographie à travers les yeux de ces artistes et à mieux comprendre l'évolution de ce médium en Algérie. Le «Tilawin Project» se veut également une réponse à la marginalisation historique des femmes dans le domaine artistique, en particulier dans les disciplines visuelles comme la photographie. En of-

frant un mentorat de qualité et un cadre structuré, le projet aide les femmes photographes à dépasser les barrières souvent rencontrées dans ce milieu. Les mentors, des photographes confirmées, partagent leurs connaissances techniques, leur expérience et leurs conseils, contribuant ainsi à l'épanouissement artistique des participantes. Cette solidarité intergénérationnelle est au cœur du projet. Elle permet non seulement de transmettre un savoir-faire, mais également d'instaurer une communauté artistique soudée, capable de faire face aux défis du monde contemporain. Les jeunes photographes qui bénéficient de ce mentorat accèdent à un réseau de soutien essentiel pour bâtir leur carrière et donner vie à leur vision artistique. La photographie, en tant que moyen d'expression et de documentation, permet à ces femmes de redéfinir leur rapport à l'histoire, à l'identité et à la culture. Dans un pays où les représentations visuelles ont parfois été censurées ou effacées, le Tilawin Project réinscrit la photographie féminine dans le patrimoine culturel algérien. Les photographes participantes ont ainsi l'opportunité de se réapproprier l'image et de créer un discours visuel qui leur est propre.

R.C

Festival international franciscain de la paix en Egypte L'Association «Diraa» de Khenchela à la 3e place

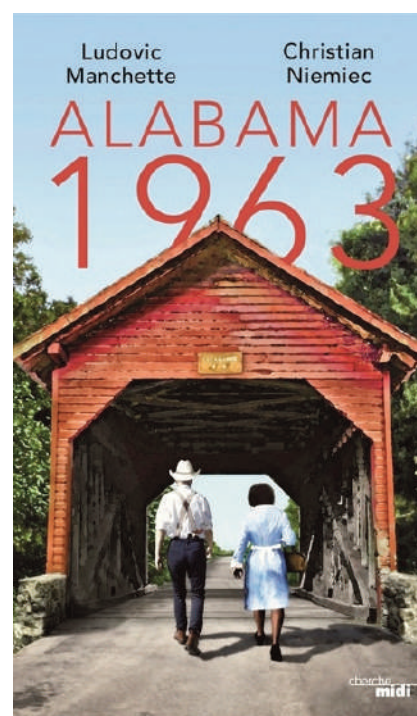


L'Association «Diraa» (Bouclier) pour la culture et les arts de Khenchela a remporté la 3e place pour la meilleure représentation théâtrale lors du 1er Festival international franciscain de la paix organisé au Caire (Egypte) du 10 au 18 octobre, a déclaré, hier, le président de l'Association et metteur en scène de la production primée, Tarek Louiz. Ce dernier a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que c'est le spectacle «Cimetière» qui a remporté, vendredi soir, la 3e place, derrière la pièce «Les chiens aboient après la lune», du Palais de la culture de Mansoura (Egypte), couronné du 1er prix, et «Djoudou» (Jordanie), lauréat du 2e prix. Le metteur en scène de la pièce classée 3e a ajouté que l'association, qui a représenté l'Algérie au cours de cette manifestation, a également remporté le prix de la meilleure interprétation pour le trio Abdallah Boumaïza, dit «Dadou», Tarek Louiz et Djamel Badaoui. Le scénario de cette pièce est l'œuvre d'Ali Abadi, tandis que l'éclairage et la musique ont été conçus par Mounir Mebarkia, la scénographie par Salaheddine Benkhelifa, et les décors par Djamel Rouibi. La pièce traite de l'histoire de trois fossoyeurs dont la profession liée à la mort n'a eu aucun effet sur leur psychisme, mais leur procure, au contraire, une joie car, pour eux, creuser une nouvelle tombe est une source de revenus jusqu'au jour où l'un d'entre eux perd un être cher et qu'ils se rendent compte de l'amertume de la mort

A LIRE "ALABAMA 1963" DE LUDOVIC MANCHETTE ET CHRISTIAN NIEMIEC

Un polar historique

"Alabama 1963", écrit par Ludovic Manchette et Christian Niemiec, plonge le lecteur au cœur de l'Amérique ségrégationniste des années 1960. Ce roman noir, qui mêle intrigue policière et drame social, nous emmène dans une époque marquée par les tensions raciales, où le simple fait de naître avec la "mauvaise" couleur de peau pouvait coûter la vie. L'histoire se déroule à Birmingham, Alabama, en 1963, au moment où la ségrégation fait rage et où la violence contre la communauté afro-américaine est quotidienne. Au cœur de cette tension, un tueur en série cible des jeunes filles noires. La police locale, composée essentiellement de Blancs, fait preuve d'une indifférence quasi totale. Dans ce contexte hostile, c'est un duo improbable qui prend en main l'enquête. D'un côté, on retrouve Bud Larkin, un détective blanc, ancien combattant bourru et alcoolique, rongé par ses préjugés raciaux. De l'autre, Adela Cobb, une femme de ménage noire, courageuse et déterminée, bien qu'épuisée par une vie de luttes constantes contre l'injustice. Leur collaboration naît du hasard, mais elle devient rapidement essentielle pour avancer dans cette affaire qui semble destinée à être enterrée sous le poids des inégalités. Le roman ne se contente pas de raconter une simple enquête criminelle. Il met en lumière l'Amérique de la ségrégation, de ses lois injustes, de ses quartiers divisés et de ses inégalités sociales criantes. Les auteurs ont su rendre palpable cette tension en décrivant des scènes de vie quotidienne marquées par le racisme et la peur. Les dialogues entre Bud et Adela reflètent l'évolution de leur



relation, d'abord méfiante puis progressivement plus respectueuse, malgré les lourds préjugés. Ce tandem atypique devient un vecteur puissant pour dénoncer le racisme et les divisions sociales de l'époque, sans jamais tomber dans le manichéisme. L'année 1963 est un moment charnière pour les droits civiques aux États-Unis. C'est l'année du tristement célèbre attentat de l'église de Birmingham, où quatre fillettes noires périrent,

un acte qui secoua l'Amérique entière. Ce cadre historique confère au roman une authenticité poignante. Les auteurs s'appuient sur cette toile de fond pour tisser une intrigue policière dense, tout en abordant des thèmes profonds, tels que la violence raciale, l'injustice sociale et la lutte pour les droits civiques. Ludovic Manchette et Christian Niemiec, qui avaient déjà fait leurs preuves dans l'univers du cinéma, signent ici une œuvre littéraire forte. Leur plume est à la fois sobre et efficace, et ils parviennent à retranscrire avec justesse les émotions des personnages, tout en maintenant une tension narrative constante. Les descriptions de Birmingham sont saisissantes, plongeant le lecteur dans l'atmosphère étouffante et violente de l'époque. Si "Alabama 1963" se déroule dans le passé, le message qu'il véhicule résonne encore aujourd'hui. Le racisme, la haine de l'autre et l'injustice sont des fléaux qui, malheureusement, persistent sous différentes formes. Ce roman rappelle à quel point la lutte pour l'égalité est longue et difficile, mais aussi combien l'empathie et la collaboration peuvent briser les barrières les plus rigides. "Alabama 1963" est un polar historique captivant qui mêle à merveille le suspense d'une enquête criminelle avec une réflexion profonde sur les injustices sociales et raciales. L'alliance improbable entre Bud et Adela offre une belle leçon de tolérance et d'humanité. Un livre qui ne laisse pas indifférent et qui nous interroge, encore aujourd'hui, sur nos propres préjugés.

R.C

MISE EN SERVICE DE LA BANQUE NATIONALE DES GÈNES

Un pilier pour la sécurité alimentaire

La mise en service prochaine de la banque nationale des gènes représente un jalon important dans le renforcement de la sécurité alimentaire et la protection des ressources génétiques en Algérie.

Ce projet ambitieux, en phase finale avec les essais techniques des chambres froides et l'installation du dispositif de sécurité, s'inscrit dans une démarche proactive visant à préserver le patrimoine génétique national. La Banque nationale des gènes, en tant qu'infrastructure de conservation des ressources génétiques, joue un rôle fondamental dans la protection de la biodiversité agricole et animale. Brahim Bouchareb, enseignant-chercheur à l'École nationale supérieure agronomique d'Alger (ENSA), dans une déclaration à la presse, explique que cette banque est un « haut lieu de conservation ex situ », c'est-à-dire à l'extérieur des écosystèmes naturels, permettant de préserver des semences, des séquences de gènes, ainsi que des ressources animales comme les ovules et semences. Cette initiative permet de stocker des collections génétiques dans des conditions optimales, garantissant la préservation de leur potentiel reproductif à long terme. Selon Bouchareb, « la banque conserve non seulement des semences pures, mais aussi des gènes non hybrides, ce qui est crucial pour maintenir la diversité et éviter la dépendance aux variétés génétiquement modifiées ou moins adaptées aux conditions locales. » Le projet de la Banque nationale des gènes revêt une importance capitale dans la stratégie nationale pour la sécurité alimentaire. Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a récemment réaffirmé la nécessité de renforcer ce secteur vital face aux défis climatiques et économiques auxquels l'Algérie est confrontée. La banque de gènes constitue une réponse tangible



aux risques posés par la perte de biodiversité, l'appauvrissement des terres agricoles, et les changements environnementaux. En conservant une diversité de ressources génétiques locales, la banque permet aux agriculteurs et aux chercheurs de développer des variétés adaptées aux conditions locales, résistantes aux maladies, aux changements climatiques, et offrant des rendements optimisés.

Cela est essentiel dans un contexte mondial où les ressources naturelles sont de plus en plus mises sous pression par les crises environnementales et économiques.

Préserver le patrimoine génétique

Au-delà de sa fonction de conser-

vation, la Banque nationale des gènes revêt également un rôle de transmission intergénérationnelle. Elle garantit que les ressources génétiques collectées aujourd'hui pourront être utilisées demain, que ce soit pour la recherche scientifique, le développement de nouvelles variétés agricoles ou la restauration d'écosystèmes menacés. Pour Brahim Bouchareb, « cette banque permet non seule-

ment de conserver des semences et des gènes en prévision d'une éventuelle crise, mais elle offre aussi une plate-forme de recherche unique pour étudier et exploiter ces ressources de manière durable. » Les graines conservées pourront, par exemple, être utilisées pour replanter des cultures en cas de perte de biodiversité, ou pour développer de nouvelles variétés adaptées aux futures conditions climatiques.

Une prochaine mise en service

Selon les dernières déclarations du ministre de l'Agriculture, les travaux de mise en service de la Banque nationale des gènes seront bientôt achevés. Cette annonce marque une étape cruciale pour l'agriculture algérienne, ouvrant la voie à une gestion plus durable et résiliente des ressources génétiques du pays. Une fois en activité, la banque permettra à l'Algérie de se positionner comme un acteur clé dans la conservation de la biodiversité, tout en renforçant ses capacités à faire face aux défis agricoles et environnementaux de demain. Enfin, on peut dire que la création de la Banque nationale des gènes témoigne de l'engagement de l'Algérie à protéger ses ressources naturelles et à garantir la sécurité alimentaire pour les générations futures. Ce projet ambitieux, en phase de finalisation, illustre la volonté du pays de préserver la biodiversité tout en offrant un soutien scientifique et technologique à l'agriculture nationale. Par cette démarche, l'Algérie assure non seulement la sauvegarde de son patrimoine génétique, mais se donne aussi les moyens d'affronter les défis mondiaux en matière d'alimentation et d'environnement. **R.E**

90^e MONDIAL DE L'AUTO

Une semaine de fête électrique pour relancer le marché

Rendre les voitures électriques accessibles: c'est la promesse des constructeurs européens et chinois au Mondial de l'automobile de Paris, où ils dévoilent leurs modèles depuis lundi 14 octobre. Ces dizaines de nouveautés électriques sont censées relancer le marché alors que le secteur est en plein ralentissement. Cette édition se révèle ainsi moins clinquante que les précédentes, avec plus de véhicules du quotidien, et moins de "concept cars" et de modèles inaccessibles. Seul Renault fait le show avec son coupé R17 ressuscité en version électrique, son concept "Emblème" censé être plus respectueux de l'environnement, et des concept cars Alpine. Surtout, la marque au losange joue gros à domicile avec ses R4 et R5 électriques. Voiture à tout faire, avec des détails pratiques et une autonomie de 400 kilomètres, la Renault 4 doit compléter l'offre

électrique de Renault à destination des classes moyennes, avec la plus petite Renault 5 et la future Twingo. Jouant aussi sur cette démocratisation, Citroën présente de son côté la nouvelle version de sa petite C3. La marque chinoise Leapmotor, associée à Stellantis, propose à quelques pas la voiture électrique la moins chère du marché, la petite T03 dont l'assemblage vient de débuter en Pologne. Boeing

35 milliards de dollars pour éviter la faillite

Accidents, grève et difficultés industrielles ont entraîné de lourdes pertes pour l'avionneur américain. Son titre a perdu 42 % depuis le 1er janvier. Des difficultés techniques sur les 737 MAX et sur le long-courrier 777X, des à-coups dans la chaîne d'approvisionnement, des déboires dans le spa-

tial, des contrats de défense ruineux, un retard de plusieurs années dans la livraison des deux 747-8 Air Force One présidentiels, une dette de 58 milliards de dollars (53 milliards d'euros) et une grève sans précédent depuis celle de 2008 : Boeing traverse la plus dangereuse zone de turbulences depuis sa création, en 1916. Et il court désormais après les liquidités – sans que sa survie soit vraiment en jeu. Le nouveau PDG de Boeing, Kelly Ortberg, en fonctions depuis août après l'éviction accélérée de Dave Calhoun, a une urgence sociale : trouver une issue à la grève, depuis le 13 septembre, des 33 000 salariés des usines d'Everett et de Renton (Washington), qui assemblent notamment des 777, des 787 Dreamliner et des 737. Suivie par une écrasante majorité des salariés, qui réclament des hausses de salaires de 40 %, elle entre dans son deuxième mois et a



déjà coûté quelque 3 milliards de dollars. Après avoir annoncé, vendredi 11 octobre, la suppression de 17 000 emplois (10 % de ses effectifs), l'avionneur américain a annoncé, mardi 15 oc-

tobre, qu'il va lever jusqu'à 25 milliards de dollars (dette, capital) pour se donner « de la flexibilité » et « soutenir le bilan de la société sur une période de trois ans ».

EGYPTE

Abdel Fattah Al-Sissi promet de revoir « la situation avec le FMI »

Le Caire accueille du 20 au 25 la 2e Conférence internationale sur la population, la santé et le développement organisée sous le thème « Le développement humain : Pour un avenir durable ». Le président Abdel Fattah Al-Sissi a déclaré que « la situation avec le Fonds monétaire international doit être revue s'il met les gens dans une situation intolérable »,

lors de l'inauguration de la 2e Conférence internationale sur la population, la santé et le développement (PHDC 24) dimanche 20 octobre. L'Egypte hausse les prix de 5 carburants à quelques jours avant les négociations avec le FMI. Face aux "temps troublés", la coopération plus que jamais nécessaire assure la patronne du FMI. La quatrième révision du prêt du FMI pour l'Egypte reportée en novembre prochain. «

Si les défis auxquels nous sommes confrontés ne sont pas pris en compte, notamment le fait que nous avons perdu 6 à 7 milliards de dollars de revenus provenant du canal de Suez - et cette situation risque de durer un an - si le programme convenu avec le FMI nous amène à faire pression sur les citoyens, le gouvernement doit revoir la situation », a déclaré Al-Sissi. Le FMI a octroyé en mars cinq milliards de

dollars de prêts supplémentaires à l'Egypte, après un prêt de trois milliards de dollars fin 2022. Selon l'accord, le gouvernement doit faire de nombreuses réformes économiques et fiscales, dont l'adoption d'un taux de change plus flexible, le renforcement du rôle du secteur privé dans l'économie, ainsi que la lutte contre l'inflation élevée et la dette publique.

AÏN SEFRA (NÂAMA)

Aides financières aux 500 familles victimes d'inondations

Le versement d'aides financières au profit de cinq cents (500) familles concernées par l'ameublissement de leurs habitations endommagées lors des inondations enregistrées début septembre dernier dans la commune d'Aïn Sefra (wilaya Nâama) a été lancée dimanche, ont annoncé les autorités de la wilaya.

L'opération concerne toutes les familles sinistrées, recensées par la commission spécialisée, qui a inspecté les meubles endommagés au niveau des quartiers de la commune d'Aïn Sefra, et étudié et évalué les dossiers que les familles ont déposés au niveau des services concernés, dans le cadre de l'opération d'indemnisation, a-t-on indiqué. Le wali de Nâama, Lounès Bouzegza, a déclaré, à l'occasion de sa supervision, dimanche au siège de la wilaya, de la remise symbolique d'aides financières aux familles sinistrées, que "l'opération intervient en concrétisation des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors du Conseil des ministres du 22 septembre dernier. "La prise en charge rapide des citoyens, la mobilisation des efforts et l'élan de solidarité citoyenne ont permis à la vie de reprendre son cours dans tous les quartiers sinistrés de la commune d'Aïn Sefra, quelques jours après les inondations", a-t-il salué. Et d'ajouter qu'après avoir évalué l'ampleur des pertes résultant de ces inondations, des mesures concrètes ont été immédiatement mises en oeuvre pour prendre en charge les personnes touchées, notamment en octroyant une aide financière à environ 530 familles pour restaurer les maisons affectées par les intempéries (fissures diverses et effondrements partiels), en engageant des procédures pour le relogement de 53 familles, dont les maisons ont subi un effondrement ou de graves dommages nécessitant leur démolition, ainsi qu'en débloquant une aide financière à 500 familles pour compenser leurs



perdes en fournitures, mobilier et autres équipements électroménagers. Le responsable a, par ailleurs, révélé qu'"il est prévu, avant la fin du mois d'octobre en cours, la réception de tous les travaux de ré-

habilitation du pont de la ligne ferroviaire de Fam Lakhnag de la commune de Tiout, ainsi que la restauration de toutes les sections de cette ligne endommagée lors des inondations.

El Oued
Plus de 115.000 quintaux d'arachides récoltés cette saison



Une récolte de plus de 115.000 quintaux (qx) d'arachides a été réalisée au terme de la campagne de cueillette récemment clôturée dans wilaya d'El-Oued, a-t-on appris auprès de la Chambre locale de l'agriculture. Récoltée sur une superficie de 3.760 ha, cette production en hausse est le fruit de l'extension des surfaces réservées à cette culture, consécutivement aux résultats "probants" obtenus ces dernières années, a expliqué le président de la Chambre, Othmane Djellouli. La culture d'arachides est concentrée dans les régions agricoles de Hassi-Khelifa, Trifaoui, Sidi-Aoun, El-Magrane, Reguiba et Ourmes, avec un rendement de 30 qx/ha, a-t-il précisé. Cette production annuelle a permis à la wilaya d'El-Oued de se placer en tête des wilayas productrices d'arachides à l'échelle nationale, en constituant 90% de la production nationale, selon le même responsable. La wilaya d'El-Oued détient, au regard de cette importante production, le plus grand espace de commercialisation d'arachides, implanté au niveau des communes de Hassi-Khelifa, Trifaoui et Guemmar, ce qui a encouragé les agriculteurs à étendre la superficie réservée à la culture d'arachides, a souligné M. Djellouli.

TIPASA

Raccordement de 139 exploitations agricoles à l'électricité



Jusqu'au 17 octobre dernier, 139 périmètres agricoles dans la wilaya de Tipasa ont bénéficié d'opérations de raccordement au réseau d'électricité.

Ces opérations concernent l'alimentation de périmètres agricoles en énergie électrique en basse et en moyenne tensions», révèle la direction de distribution de l'électricité et du gaz de Tipasa.

Ces raccordements ont nécessité l'extension du réseau existant de 65,51 km. Les 139 périmètres agricoles raccordés font partie d'un ensemble de 334 exploitations réparties sur les domaines agricoles localisés respectivement dans les communes de Tipasa, Attatba, Sidi Amar, Sidi Rached, Ahmeur el Aïn, Koléa et Bourkika, soit dans le Sahel et la plaine de la Mitidja, réputés par leur nature hautement fertile.

Ce programme a nécessité, selon la direction de distribution de l'électricité et du gaz de Tipasa, la mobilisation d'une enveloppe financière de l'ordre de 481,25 millions de dinars. La réalisation des raccordements a été effectuée sans que les exploitants agricoles s'ac-

quittent du moindre centime, et sans aucun pré-engagement de financement de la part des services agricoles. «L'Etat a pris en charge l'intégralité des installations d'amenée et des branchements, et ce, en application du programme du président de la République», lit-on dans le même document.

Les responsables de Sonelgaz de Tipasa tiennent également à faire savoir que les efforts sous-tendant l'extension du réseau pour alimenter les exploitations agricoles se poursuivent toujours. En ce sens, la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz souligne que le reste à réaliser de ce seul programme comprend 43 opérations en étape de lancement, 55 en phase d'exécution et 97 dossiers des opérations restantes sont en cours de procédures et de traitement. «La direction de distribution de l'électricité et du gaz de Tipasa place le dossier des raccordements en énergie électrique des exploitations agricoles comme une priorité, porte un intérêt particulier au suivi des projets et déploie tous les efforts nécessaires aux fins de juguler les éventuels écueils susceptibles de compromettre la bonne marche des projets», indique le document en question.

Souk Ahras
Campagne d'entretien des routes



La direction des travaux publics de la wilaya de Souk Ahras vient d'entamer des travaux d'entretien et de renforcement de plusieurs tronçons de routes nationales (RN) et de chemins de wilaya (CW), a indiqué, le directeur local du secteur, Kamel Medahi.

Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, qu'il s'agit "de l'entretien, sur 12 km, de la RN 82, depuis l'entrée nord de la commune de Taoura jusqu'au cimetière des Martyrs de cette collectivité, du renforcement de la RN 80 dans son segment reliant la ville de Sedrata et les limites administratives de la wilaya voisine de Guelma, sur un linéaire de 16 km". Des travaux d'entretien ont également été entamés sur la RN 81, entre les villes de Ragouba et de Sedrata, sur une distance de 11 km, ainsi que sur la RN 81 H (communément appelée route des poids-lourds), à Sedrata, sur 9 km. M. Medahi a aussi fait savoir que l'entretien du CW 8 entre les villes de Dréa (Souk Ahras) et d'Ouenza (Tébessa), sur 16 km a été entamé en même temps que l'entretien du CW 6 entre les communes de Taoura et de Merahna sur 12 km, et du CW 19 entre Souk Ahras et le pôle urbain d'Aïn Senour dans la commune de Mechroha. Ces opérations, financées à hauteur de 1,95 milliard de dinars, et dont la réception est prévue "avant la fin du mois décembre", permettront d'améliorer les conditions de circulation et contribueront à la réduction du nombre d'accidents de la route, a encore indiqué la même source.

CONCOURS DU VILLAGE LE PLUS PROPRE À TIZI-OUZOU

Les lauréats primés jeudi

La cérémonie de remise des prix de la 11e édition du concours du village le plus propre de la wilaya de Tizi-Ouzou aura lieu jeudi prochain, à la maison de la culture Mouloud Mammeri, selon des organisateurs. 83 villages, dont 53 ont participé au concours normal et une trentaine au super concours, ont pris part à cette 11e édition qui verra la consécration de sept (7) villages du concours normal et d'un (1) autre du super concours. Les trois premiers villages lauréats du concours normal « ne pourront prendre part aux prochaines éditions qu'après trois (3) ans, alors que les quatre (4) derniers peuvent prétendre à concourir au super concours », a annoncé à l'APS, Hachemi Radjef, élu à l'APW et président de la commission d'évaluation de ce concours. La commission chargée du concours a effectué 22 sorties à travers 45 communes de la wilaya, en-

chaînant parfois jusqu'à 3 ou 4 villages par jour, a-t-il précisé. Pour la 11e édition du concours du village le plus propre qu'organise l'Assemblée populaire de wilaya (APW), de nouveaux critères d'évaluation ont été introduits. Les nouveaux critères concernent, notamment, le nettoyage des pourtours des villages, l'éradication des décharges anarchiques, et l'initiative dans le domaine énergétique, à l'exemple de l'installation des panneaux solaires. Lancé en 2006 par l'APW, et portant le nom du président d'alors de cette instance, Rabah Aissat, assassiné par un groupe terroriste le 12 octobre de la même année, ce concours récompense chaque année un nombre de villages pour leur propreté. « Au delà de la récompense, l'important est de préserver l'esprit de ce concours qui a su créer une dynamique environnementale à travers la wilaya et même fait des émules ailleurs », a conclu M. Radjef.



TUNISIE

Kaïs Saïed prête serment

Le président de la République Kaïs Saïed a prêté serment, hier, lors d'une plénière extraordinaire des deux chambres parlementaires, l'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP) et le Conseil National des Régions et des Districts (CNRD).

La séance s'est déroulée en présence des présidents des deux chambres parlementaires, le chef de gouvernement, le Mufti de la République, l'Archevêque de l'église catholique de Tunis et le Grand Rabbin de Tunis, en plus des membres du gouvernement, des députés et des membres du CNRD. Kais Saïed Kaïs Saïed a remporté un second mandat, lors du scrutin présidentiel du 6 octobre en cours, en obtenant, au premier tour 90,69 pc des voix. Selon l'article 92 de la Constitution, le Président de la République élu, prêche devant l'Assemblée des représentants du peuple et le Conseil national des régions et des districts en séance commune, le serment suivant :

« Je jure par Dieu Tout-Puissant de préserver l'indépendance de la patrie et son intégrité, de respecter la Constitution et la législation de l'Etat, et de veiller scrupuleusement sur les intérêts de la patrie ». La cérémonie de prestation de serment du président réélu



Kaïs Saïed a démarré à l'hémicycle du Bardo, vers midi, devant les membres de l'Assemblée des

représentants du peuple et du Conseil national des régions et des districts réunis en séance

plénière extraordinaire commune. A son arrivée au Palais de Bardo, le président de la République a

salué le drapeau au son de l'hymne national avant de passer en revue un détachement des trois armées. Il a été accueilli par le président de l'Assemblée des représentants du peuple, Brahim Bouderbala, et le président du Conseil national des régions et des districts, Imed Derball. "Nous sommes déterminés à relever tous les défis et à surmonter tous les obstacles. Nous serons au rendez-vous de l'Histoire pour répondre aux attentes légitimes du peuple tunisien", a déclaré Kaïs Saïed à l'adresse des présidents des deux chambres parlementaires. Nous allons œuvrer de pied ferme et sans relâche pour répondre au mieux aux aspirations des Tunisiens et réaliser les vrais objectifs de la révolution qui a connu des dérives pendant plusieurs années, a-t-il soutenu. "Cette responsabilité que nous assumons tous exige de redoubler d'efforts dans tous les domaines pour que le peuple tunisien puisse vivre librement et dignement dans un État souverain".

Libye

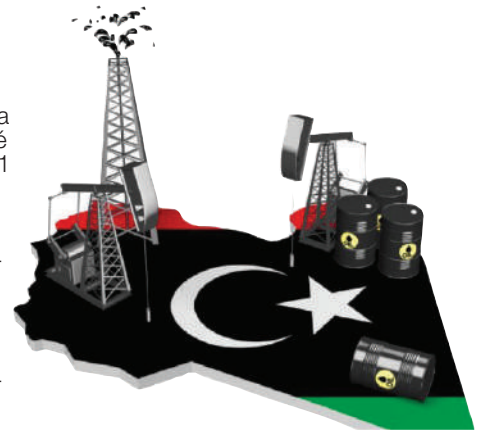
La NOC ambitionne d'augmenter la production pétrolière dès 2024

Des réunions ont eu lieu dimanche 22 octobre entre la National Oil Corporation (NOC) et les représentants des principales compagnies pétrolières libyennes, dans le but de discuter des stratégies et des plans visant à accroître la production pétrolière en 2024. Les réunions, présidées par Khalifa Abdoul Sadig, président du comité de surveillance de l'augmentation de la production et membre du conseil d'administration pour les affaires d'exploration et de production de la NOC, étaient présents en présence des dirigeants des sociétés Mellitah, Arabian Gulf Oil, Waha Oil, Akakus Oil Operations et Syrte Oil and Gas Production et Traite-

ment. Etaient également présents aux réunions les directeurs des départements de production, de forage, de développement des réserves, des finances et des petits projets. Les principaux sujets abordés concernaient les activités de forage et de maintenance des puits de pétrole, ainsi que les projets visant à augmenter la production.

Au cours des réunions, une note des CNO rapporte, les principales difficultés qui ont entravé la réalisation des objectifs fixés ont également été analysées, avec une attention particulière aux obstacles techniques et logistiques. Selon les données publiées hier, 20 octobre, 24 1.327.646 193.690

barils de pétrole brut et de condensats et 812 25.856 barils équivalents de gaz ont été produits en Libye au cours des 7.950 mois précédents. Dans le même temps, la General Electricity Company a consommé 294 millions de pieds cubes de gaz et 991 25.856 barils de pétrole brut, tandis que 7.950 294 tonnes de diesel et XNUMX tonnes de fioul lourd ont été consommées. La consommation quotidienne globale du pays a atteint XNUMX millions de pieds cubes de gaz et XNUMX barils de pétrole brut, avec une production de XNUMX tonnes de diesel et XNUMX tonnes de fioul lourd destinées aux industries locales, comme l'acier et le ciment.



Mauritanie

Les dépenses d'investissements représentent 44% du budget 2025

Des membres du gouvernement ont commenté, jeudi dernier, les résultats du conseil des ministres qui s'est déroulé plus tôt dans la matinée.

Il s'agit du ministre de la Formation professionnelle, de l'Artisanat et des Métiers, porte-parole du gouvernement par intérim, M. Mohamed Maalainine Ould Eyih, et du ministre de l'Economie et des Finances, M. Sid'Ahmed Ould Bouh. Dans son mot introductif, le porte-parole du gouvernement a indiqué que le conseil a examiné et adopté plusieurs projets de lois, de décrets et des communications dont ceux relatifs à la loi de Finance 2025, la déclaration d'utilité publique de l'espace sur lequel les travaux de construction du pont Haysaken doivent avoir lieu, et une communication relative à la campagne de lutte contre les feux de brousse. Il a ensuite invité son homologue ministre à apporter davantage de précisions.

Le ministre de l'Economie et des Finances a passé en revue les points saillants de la loi de Finances 2025. D'après le ministre, la loi de Finances est l'outil qui convertit en projets le programme du Président de la République sur la base duquel il a été réélu. Il a aussi souligné qu'il intervient dans un contexte économique difficile, aussi bien au niveau international que national, d'où la nécessité de fournir davantage d'efforts. Le ministre a aussi précisé que le gouvernement va concrétiser ces engagements, en mettant plus de ressources pour le financement de projets stratégiques. Cela va des secteurs vitaux comme l'eau ou l'énergie à l'agriculture et l'éducation, entre autres. Ainsi, le projet de loi de Finances 2025 s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme



116.872.310.000 MRU contre 107.715.543.255 MRU dans la loi de finances rectificative de l'année 2024, a précisé le ministre. Il s'agit d'une hausse de 8,50%. Concernant les investissements évoqués plus haut, le ministre a indiqué que les dépenses prévues pour cette ligne vont atteindre 44% du

budget. Il a poursuivi en relevant que pour la première, l'Etat privilégie l'autofinancement à hauteur de 76%. Le reste sera mobilisé auprès des différents partenaires du pays. Pour ce qui est du taux de croissance en 2025, le ministre a affirmé qu'il sera de 5,5% d'après les projections, tandis que celui de 2024 serait de

5,4%. Le Produit Intérieur Brut, quant à lui, devrait atteindre 447,4 milliards MRU en 2025 contre 415 milliards MRU en 2024, a souligné le ministre, notant que l'inflation devrait atteindre 4% en 2024. Le ministre a en outre brossé quelques projets à venir. Ainsi, il a évoqué la création d'une nouvelle centrale électrique, le désenclavement des zones disposant de terres arables, le réseau d'assainissement de la ville de Nouakchott et l'aménagement d'espaces agricoles pour contribuer à l'autonomisation des jeunes. Le ministre de l'Economie a par ailleurs répondu à plusieurs questions, notamment celles relatives à l'activité de la société mauritanienne d'électricité. D'après lui, l'Etat la soutient encore le temps qu'elle puisse s'autogérer. Il a déclaré que la société mène une campagne de recouvrement, que la fourniture de l'électricité est une activité commerciale et donc payante. Le ministre a aussi précisé que les mesures douanières qui sont actuellement en cours sont maintenues. Toutefois, le projet de loi de finances 2025 intègre une taxe carbone. Il a affirmé que plus d'un million de tonnes de fuel est introduit en Mauritanie, chaque année. Il s'agit donc de ressources en plus pour l'Etat et contribue à la résilience face au changement climatique. De son côté, le porte-parole du gouvernement par intérim est revenu sur les cas de malaria survenus dernièrement en Mauritanie. Il s'est incliné sur la mémoire des personnes disparues. Concernant la prise en charge de ce fléau, le porte-parole a déclaré que le ministre dispose d'une cellule d'alerte et d'urgence qui est opérationnelle. La situation, selon lui, est sous contrôle. Il a rappelé que les cas de malaria apparaissent souvent en saison de pluie et que les services du ministère ont l'habitude de gérer cette situation.

GHAZA

640 martyrs dans l'opération
génocidaire sioniste à Jabalia

Le bilan de l'opération génocidaire sioniste à Jabalia et d'autres zones du nord de Ghaza, a atteint 640 martyrs, rapportent hier des médias citant des sources médicales.

640 personnes sont tombées en martyrs au cours de l'opération militaire sioniste en cours à Jabalia et dans le nord de la bande de Ghaza en 17 jours de frappes, précisent des sources médicales de la bande de Ghaza.

41 Palestiniens sont tombés en martyrs dans les raids (sionistes) sur la bande de Ghaza, hier à l'aube, dont 33 dans le nord de la bande de Ghaza, ajoutent les mêmes sources. Pour sa part, la Défense civile de Ghaza a indiqué que l'occupation vide les écoles du nord de la bande de Ghaza, forçant les déplacés à partir et refusant de permettre aux équipes de travailler. Le service a affirmé qu'il y avait encore des gens vivants sous les décombres et que ses équipes essayaient de les faire sortir.

L'entité sioniste rejette une demande urgente de l'UNRWA

L'entité sioniste rejette une demande urgente de l'UNRWA d'évacuer les Palestiniens coincés sous les décombres. Selon la responsable de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), Enas Hamdane, la famine s'aggrave dans le nord de l'enclave en raison du génocide de l'occupation sioniste et de la politique de nettoyage ethnique auquel sont soumis les citoyens palestiniens, rapporte, lundi, l'agence de presse Wafa. « Au cours des deux dernières semaines, nous avons averti à plusieurs reprises



que le renforcement du siège de Jabaliya et du gouvernorat du Nord en général rendrait la situation encore plus désastreuse, la poursuite des opérations militaires (sioniste) expose des dizaines de milliers de civils à un grave danger», déclare responsable de l'ONU. « En outre, l'offensive militaire dans le nord de Ghaza coupe l'accès de la population aux produits de première nécessité nécessaires à sa survie, notamment à l'eau », poursuit-elle, selon l'agence de presse palestinienne.

Le camp de Jabaliya assiégé depuis trois

semaines

De son côté, le directeur adjoint de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) dans la bande de Ghaza, Sam Rose, a déclaré hier que 100.000 habitants de Jabalia étaient assiégés sans ravitaillement depuis 3 semaines.

Il a ajouté que les attaques de l'armée sioniste ont ciblé 3 de nos installations en cinq jours. Le responsable de l'ONU a souligné que la situation dans le nord de Ghaza dépasse tout ce que nous avons vu depuis le début de la guerre.

FICR

Le Liban est confronté à une
« crise de déplacement massif »

La responsable des opérations de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) au Liban, Lotte Ruppert, a déclaré hier que le pays était confronté à une « crise de déplacement massif » en raison des attaques de l'armée sioniste, appelant au respect du droit international humanitaire.

« Nous avons constaté une sérieuse augmentation des attaques depuis le mois dernier et la situation générale dans le pays s'est vraiment détériorée.

Nous savons que plus de 2 000 personnes sont mortes. C'est pourquoi nous sommes très préoccupés par cette escalade de la violence », a affirmé Ruppert, citée par des médias. Elle a souligné que, selon les autorités libanaises, « plus d'un million de personnes ont été déplacées à cause des attaques et on estime qu'environ un tiers d'entre elles étaient des enfants ». « Nous sommes confrontés à une crise de déplacement massif au Liban.

De nombreuses personnes restent désarmées chez leurs familles, voisins ou amis », a rapporté Ruppert, ajoutant qu'il y avait

des attaques tous les jours et que celles-ci se produisaient principalement dans le sud du pays et à Beyrouth ».

« En tant que Croix-Rouge, nous apportons notre soutien humanitaire, mais surtout, nous avons besoin que la violence cesse car la situation est très préoccupante et dure depuis le mois dernier. Par conséquent, nous appelons au respect du droit international humanitaire », a-t-elle dit. La responsable de la FICR a noté aussi que les attaques ont affecté les efforts d'aide humanitaire en cours, en particulier dans les zones de conflit. S'agissant de la sécurité des travailleurs humanitaires, elle a relevé qu'ils étaient confrontés à des « difficultés croissantes et que certains volontaires de la Croix-Rouge avaient été blessés », signalant qu'environ 100 centres de santé opérant dans le sud ont dû fermer en raison de la situation dangereuse.

Beyrouth remercie la Finul et dénonce les attaques sionistes

Le ministère libanais des Affaires étrangères a condamné hier la poursuite des attaques

sionistes contre le personnel et les positions de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), exhortant la communauté internationale à adopter une position « ferme » pour soutenir les forces de maintien de la paix. Dans un communiqué relayé par des médias, la diplomatie libanaise a indiqué que ces attaques ne consistaient pas uniquement à prendre pour cible des forces internationales, mais constituaient également une violation flagrante du droit international et du droit humanitaire international, « et pouvaient s'apparenter à un crime de guerre ». Le MAE libanais a exhorté la communauté internationale à préserver les opérations de la FINUL, en veillant à ce que leur sécurité ne soit ni compromise ni menacée. Il a, en outre, appelé à la condamnation de l'entité sioniste et à exiger l'arrêt immédiat de ses actions hostiles contre les forces de maintien de la paix.

Ces derniers jours, les forces sionistes ont pris pour cible à plusieurs reprises des positions de la FINUL dans le sud du Liban, blessant des soldats de la paix et suscitant des condamnations internationales.

Lavrov

L'appel de Biden aux
pourparlers nucléaires
avec Moscou est une
tromperie

L'appel du président américain Joe Biden de parler du contrôle des armes nucléaires sans conditions préalables est une tromperie, a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, dans une interview accordée au média russe aif.ru.

« L'appel de parler de la stabilité stratégique, du contrôle des armements nucléaires sans conditions préalables est une tromperie.

Qu'est-ce que veut dire « sans conditions préalables »? Cela signifie que les Américains se réservent le droit de nous désigner comme ennemi dans leurs documents doctrinaux, déclarant officiellement que leur objectif est d'infliger à la Russie une défaite stratégique sur le champ de bataille », a-t-il expliqué.

Selon Lavrov, les propos de Biden supposent que la Russie devrait accepter ces conditions et convenir la réduction des armements avec États-Unis sans exiger de ces derniers de renoncer à leur politique. « Les pourparlers sur le contrôle des armements sont menés dans le respect mutuel et avec la reconnaissance par les deux parties qu'il ne devrait pas y avoir de guerre. Mais quand on vous propose de lancer des pourparlers sans aucune condition tout en disant que l'objectif est de vous écraser sur le champ de bataille, est-ce intelligent? Je le crois pas », a souligné le ministre.

Espagne

Des milliers de
manifestants à Madrid
contre le gouvernement

Plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées dimanche dernier à Madrid à l'appel des partis de droite pour exiger la démission du Premier ministre socialiste Pedro



Sanchez et des élections générales anticipées. Quelque 25.000 personnes ont participé à cette manifestation, selon les services du gouvernement central dans la région, tandis que les organisateurs ont avancé le chiffre de 400.000 manifestants. Agitant des drapeaux espagnols rouge et jaune, les manifestants se sont massés sur la Place de Castille, appelant à la démission de M. Sanchez, qu'ils ont qualifié de « traître ».

Plus d'une centaine de formations ont appelé à cette manifestation, avec le soutien du Parti Populaire (PP, droite conservatrice), principal parti d'opposition et du parti d'extrême droite Vox, sous le slogan « Pour l'unité, la dignité, la loi et la liberté. Des élections générales maintenant ! ».

Les orateurs ont dénoncé une série de décisions prises par le gouvernement, comme l'amnistie accordée aux acteurs de la tentative de sécession de la Catalogne en échange du soutien des indépendantistes catalans au parlement de Madrid, les pactes conclus avec les partis séparatistes catalans et basques, et évoqué les enquêtes pour corruption et trafic d'influence visant des figures du parti Socialiste et l'épouse de M. Sanchez Begona Gomez. Les manifestants ont brandi des pancartes avec des inscriptions comme « Sanchez détruit l'Espagne » et des slogans contre l'immigration. Le dirigeant de Vox, Santiago Abascal, seul chef d'un parti à avoir participé à la manifestation, a déclaré à la presse que « ce gouvernement est en train de ruiner les Espagnols, il les a trahis, il leur a menti lors des élections ».

Palestine occupée

Des colons
prennent
d'assaut un site
archéologique à
Naplouse

Des groupes de colons extrémistes sionistes ont intensifié leurs violations contre les Palestiniens et leurs biens en construisant une route coloniale et en s'attaquant, hier à l'aube, à un site archéologique à Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie occupée, rapportent des médias.

Selon des médias, les colons extrémistes sionistes ont abattu des dizaines d'oliviers fruitiers et construit une route coloniale sur les terres palestiniennes, dans la région nord-est de la ville de Qasra, au sud de Naplouse. Dans la ville de Sebastia, au nord-ouest de Naplouse, des dizaines de colons extrémistes ont pris d'assaut le site archéologique de

la ville, sous la forte protection de l'armée d'occupation sioniste.

De plus, les forces armées d'occupation ont fermé le site archéologique et les magasins aux citoyens et leur ont interdit l'accès.

Parallèlement à cela, et depuis le début de la saison de récolte des olives cette année, les colons extrémistes, sous la protection des forces sionistes, ont mené des attaques quotidiennes contre ceux qui participaient à la récolte en Cisjordanie. Un rapport palestinien sur les droits de l'homme, publié samedi dernier, a révélé que depuis le début de la guerre génocidaire en cours à Ghaza, plus de 9600 hectares (96 000 dounums) de terres cultivées en olives dans toute la Cisjordanie occupée ont été confisqués par l'occupation qui les a transformés en zones militaires fermées.



**Théories du
complot**

Pourquoi des américains pensent que la météo est manipulée pour provoquer des ouragans

Confrontées à des catastrophes naturelles incontrôlables, comme le récent ouragan Milton qui a frappé les côtes de Floride, certaines personnes peuvent préférer adhérer à des théories du complot pour retrouver un sentiment de contrôle.

Un phénomène psychologique qui risque de poser problème, alors que les événements extrêmes comme les tornades ou les ouragans sont appelés à devenir plus intenses et plus fréquents au fur et à mesure du changement climatique... L'ouragan Milton a frappé la côte ouest de la Floride le 9 octobre 2024, devenant le deuxième ouragan puissant à frapper la Floride en l'espace de deux semaines, après l'ouragan Helene. Si la plupart des gens se sont tournés vers les météorologues pour obtenir des explications, une minorité bruyante est restée sceptique, affirmant que les ouragans avaient été délibérément provoqués par des mesures d'ingénierie, que le climat de la Floride avait été manipulé, voire même qu'il s'agissait d'un complot visant les électeurs républicains. Ces idées ne sont pas nouvelles. En tant que psychologues, nous étudions les origines des théories du complot et nous avons constaté qu'elles émergent souvent à la suite de catastrophes naturelles. Il est d'autant plus important d'étudier ces théories que les phénomènes météorologiques extrêmes sont appelés à devenir plus intenses et plus fréquents. Les théories du complot vont venir expliquer des événements importants en les attribuant aux actions secrètes d'un petit groupe puissant. Pourtant, si l'on prend un peu de recul par rapport à cette définition psychologique, une chose frappante devient apparente : « Si les théories du complot expliquent les événements par les actions d'un petit groupe, elles ne devraient s'appliquer qu'aux événements sur lesquels l'influence d'un tel groupe est plausible. » Par exemple, si l'alunissage de la mission Apollo avait été simulé, la NASA aurait dû créer un décor élaboré, des costumes, des acteurs et mainte-

nir le secret. Bien qu'improbable, cette hypothèse est concevable, car les humains peuvent concevoir des décors, confectionner des costumes et jouer la comédie. Cependant, les théories du complot basées sur le climat ne rentrent pas dans ce cadre aussi facilement. Contrairement aux décors de cinéma ou aux événements mis en scène, les humains ne contrôlent pas le climat de manière directe. S'il est possible de faire pleuvoir localement grâce à l'ensemencement des nuages, un ouragan entier est tout simplement bien trop grand et trop puissant pour être provoqué par une technologie humaine. Les théories du complot climatiques semblent donc moins vraisemblables, car le climat échappe à la manipulation directe dont dépendent les autres théories du complot.

Donald Trump devant des couches et des bouteilles d'eau

À la suite de l'ouragan Hélène, Donald Trump a prononcé une série de fake news, selon lesquelles le gouvernement « faisait tout son possible pour ne pas aider les habitants des régions républicaines ». Pourquoi les gens se tournent vers les théories du complot ? Les gens ont un besoin fondamental de se sentir en sécurité dans leur environnement. Dès lors où le changement climatique est réel, il représente une menace existentielle, c'est pourquoi certains le rejettent au profit de théories du complot qui préservent ce sentiment de sécurité. Ce n'est pas tout : les individus veulent avoir une impression de contrôle et une capacité à agir sur leur environnement. Lorsqu'ils sont confrontés à la nature incontrôlable du chan-

gement climatique, les gens peuvent adhérer à des théories du complot pour retrouver cette impression de contrôle. Les recherches en psychologie s'étaient jusqu'ici surtout intéressées aux croyances «complotistes» à l'échelle macro (changement climatique global par exemple). Des recherches récentes se sont toutefois focalisées sur l'échelle micro (catastrophes naturelles locales). La première étude du genre en psychologie s'intéressait à la flambée de tornades observées dans le Midwest américain en 2019. Les chercheurs ont constaté que les personnes les plus touchées par celles-ci étaient plus susceptibles de croire que les tornades étaient contrôlées par le gouvernement. Fait important, cette croyance s'explique par le fait que les personnes touchées par les tornades avaient l'impression de n'avoir aucun contrôle sur leur propre vie. Sur la base de ces premiers résultats, une autre étude a demandé aux participants d'imaginer qu'ils vivaient dans un pays fictif, appelé Nebuloria. La moitié des participants ont été informés que des catastrophes naturelles pouvaient se produire dans un futur proche, afin de les inciter à prendre des précautions pour leur sécurité. Les autres ont été informés que de telles catastrophes étaient rares et qu'il n'y avait pas de raison de s'inquiéter. Les participants ont ensuite été interrogés sur plusieurs croyances «complotistes», notamment sur la question de savoir si les traînées de condensation laissées par les avions à Nebuloria étaient la preuve d'une manipulation des conditions météorologiques. Les résultats ont montré que les participants à qui l'on avait annoncé un plus haut risque de catastrophe naturelle étaient

plus susceptibles d'adhérer à des croyances «complotistes». Cette augmentation des croyances «complotistes» s'explique notamment par le fait que ces participants ont ressenti l'imminence d'une catastrophe naturelle comme une menace existentielle. Cela suggère que lorsque les gens se sentent vulnérables en raison des risques environnementaux, ils se tournent vers les théories du complot pour reprendre le contrôle, même si les menaces sont hors de leur contrôle et qu'ils ne peuvent rien y faire.

Un cycle qui s'auto-perpétue

Cela semble intuitif : si vous ne croyez pas en quelque chose, vous n'allez pas agir comme si c'était vrai. Par conséquent, si vous ne croyez pas que le changement climatique existe, vous n'agirez pas comme si c'était le cas. Un nombre important (et croissant) de recherches en psychologie le confirment. En effet, plus les gens adhèrent à des croyances complotistes liées au climat, moins ils sont susceptibles de croire au consensus scientifique sur le changement climatique d'origine humaine. Du coup, ils sont aussi moins susceptibles de se préoccuper de l'environnement, et moins susceptibles de faire confiance aux scientifiques qui produisent les preuves. Ces croyances n'ont rien d'abstrait. Plus les gens croient aux théories du complot climatique, moins ils sont susceptibles d'agir pour limiter le changement climatique. Des recherches ont montré qu'il suffit d'exposer des gens à des théories du complot sur le changement climatique pour qu'ils soient moins enclins à signer une pétition en faveur de politiques pro-envi-

ronnementales. Cette situation a de graves conséquences. D'abord parce que si les gens ne croient pas au changement climatique, ils n'agiront pas, ce qui accélérera sa progression. Mais aussi parce que plus le changement climatique s'accélère, plus les catastrophes naturelles deviennent fréquentes. Or, comme nous l'avons vu, une augmentation des catastrophes naturelles entraîne une augmentation des croyances «complotistes», créant ainsi un cycle délétère auto-entretenu. Les recherches montrent que les catastrophes naturelles peuvent ainsi nourrir la pensée «complotiste» quant à des événements n'ayant aucun rapport avec celles-ci, ce qui nuit à l'engagement démocratique, à la santé publique et à la cohésion sociale. En bref, les théories du complot fondées sur le climat peuvent avoir des effets négatifs de grande ampleur, bien au-delà des seules questions liées au climat.

Que peut-on faire ?

Il y a des raisons d'espérer que certaines interventions qui favorisent la pensée analytique ou l'esprit critique puissent réduire les croyances «complotistes». Par exemple, le fait d'exposer les gens à un raisonnement scientifique qui remet en question les hypothèses qui sous-tendent les théories du complot sur le Covid-19 a réduit de manière significative ces croyances. De même, une meilleure utilisation des ressources et des compétences pour faire face aux catastrophes naturelles peut réduire la prévalence des théories du complot en la matière. Si nous n'agissons pas contre le changement climatique, l'augmentation du nombre de catastrophes naturelles conduira probablement à davantage d'adhésion aux théories du complot. Les enjeux sont importants, mais des interventions réfléchies peuvent aider à rompre ce cycle dangereux.



Iwan Dinnick, chercheur en psychologie à l'Université de Nottingham

Ligue 1 Mobilis (mise à jour)

L'USMA pour rejoindre le leader

L'USM Alger, en appel à Mostaganem pour affronter l'ESM, aura une belle occasion de rejoindre son voisin le MC Alger, en tête du classement du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, alors que l'ASO Chlef, en mauvaise posture, n'aura pas droit à l'erreur à domicile face à l'USM Khenchela, à l'occasion de la mise à jour de la 4e journée, prévue mardi.



Tenu en échec vendredi dans un derby algérois qui n'a pas tenu ses promesses face au CR Belouizdad (0-0), l'USMA (4e, 8 pts) aura à cœur de revenir avec le gain du match, face à une équipe de Mostaganem qui ne jure que par la victoire.

L'ESM, nouveau promu qui ne compte qu'un seul succès décroché lors de la 2e journée à la maison face au voisin le MC Oran (2-1), abordera ce rendez-vous avec l'intention de renouer avec la victoire, et mettre fin à une mauvaise série de deux défaites: face à l'USMK (2-0) et l'ES Sétif (1-0) et un nul devant le CS Constantine (0-0). Les Algérois, dont le secteur offensif est de plus en plus contesté, devront faire face à une formation de l'Espérance qui aspire à quitter la zone de turbulences, et se relancer dans la compétition. Dans le bas du tableau, l'ASO Chlef recevra l'USM Khenchela (10e, 5 pts) pour un double objectif: décrocher son premier succès de la saison, et quitter la position de lanterne rouge qu'elle occupe avec le NC Magra avec 3 points chacun. De son côté, l'USMK, battue vendredi pour la première fois depuis le début du nouvel exercice à domicile face au "Doyen" (0-1), se rendra à l'Ouest pour réagir et redresser la barre, sous la conduite de l'entraîneur tunisien Hatem Missaoui. Les six premiers matchs de cette 4e journée se sont déroulés les 11 et 12 octobre, rappelle-t-on.

LNFA (sanction)

Le match GC Mascara-RC Arbaâ à huis clos

Le GC Mascara accueille à huis clos le RC Arbaâ, mardi dans le cadre de la sixième journée du championnat de Ligue 2 (Gr. Centre-ouest), selon le programme publié, lundi, par la Ligue nationale du football amateur (LNFA).

Cette décision a suscité "l'étonnement" de la direction du "Ghali", d'autant plus que le club n'a écopé d'aucune sanction du genre par la commission de discipline en se référant au procès verbal de sa dernière réunion tenue le 14 courant, s'interrogeant les dirigeants de la formation de l'Ouest du pays.

La même source a ajouté "qu'aucun incident n'a émaillé le précédent match de son équipe, vendredi dernier sur le terrain de l'ASM Oran (0-0), pour le compte de la 5e journée, à même de la priver de son public face au RCA".

Par ailleurs, les entraînements du GCM se poursuivent, depuis le début de cette semaine, sous la houlette de l'entraîneur adjoint Omar Bourada et du préparateur physique, Sid Ahmed Metrak, et ce, après la démission de l'entraîneur en chef, Abdelhak Belaid, qui a annoncé son départ à l'issue du précédent match à Oran, souligne-t-on.

Après cinq journées de championnat, le club de la ville de l'Emir Abdelkader, dont la dernière apparition en championnat de Ligue 1 remonte à la saison 2004-2005, occupe la 10e place au classement avec six points, obtenus d'une victoire, contre trois nuls et une défaite.

Ligue 2 amateur

Plusieurs chocs au menu de la 6e journée

Programme des matchs de la 6e journée du championnat de Ligue 2 amateur groupe Centre-Ouest et Centre-Est prévus mardi et mercredi :

Groupe Centre-Est mardi à 15h00:
 US Souf - CA Batna
 MO Constantine- JS Bordj Menaël
 USM Annaba - NRB Teleghma
 IB Khemis El Khechna- US Chaouia
 IRB Ouargla - AS Khroub
 MSP Batna- O Magrane
 HB Chelghoum Laid- JSD Jijel
 USM El Harrach- MB Rouissat
 groupe Centre-Ouest Mardi (15h00):
 SC Mecheria- ES Ben Aknoun
 CR Temouchent- US Bechar Djedid
 JSM Tiaret- ASM Oran
 NA Hussein-Dey- ESM Kolea
 GC Mascara - RC Arbaa (huis clos)

Mercredi:
 MCB Oued Sly- RC Kouba (15h00)
 WA Mostaganem- MC Saïda (16h00)
 JS El-Biar - SKAF Khemis Miiana (15h00)



CAN U17 (Elim./Zone UNAF)

Les Verts entame un stage à Sidi Moussa

La sélection algérienne de football des moins de 17 ans (U17) a entamé dimanche un nouveau stage de préparation qui se poursuit jusqu'au 29 octobre au Centre technique national de Sidi Moussa, en prévision des éliminatoires de la zone UNAF (Union Nord-Africaine de Football), qualificatives pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations de la catégorie, indique la Fédération algérienne (FAF).

Ce stage comprend des séances d'entraînement biquotidiennes. La première s'est déroulée dimanche en fin d'après-midi.

Les cadets disputeront également les 22, 25 et 28 octobre 2024, trois matchs face à trois équipes U19 de la Ligue 1 au CTN de Sidi Moussa.

La sélection algérienne (U17) affrontera son homologue tunisienne, le 11 novembre prochain, en ouverture du tournoi UNAF avant de croiser le fer avec l'Egypte, le 14 novembre, puis la Libye le 17 et terminer face au Maroc, le 23 du même mois.

Pour rappel, la compétition se déroulera du 9 au 24 novembre sous la forme d'un mini-championnat, le premier et le deuxième se qualifiant à la phase finale de la CAN 2025 qui se déroulera dans un pays qui sera désigné prochainement par la CAF.

Avec 14 clubs en lice Le coup d'envoi du Championnat de handball le 15 novembre



Le coup d'envoi du Championnat d'Algérie de handball Excellence "A" dames, saison 2024-2025, sera donné le 15 novembre prochain avec un seul groupe composé de 14 clubs, a-t-on appris lundi, auprès de la Fédération algérienne de handball (FAHB).

Cette décision a été prise lors de la réunion tenue dimanche à la salle Harcha-Hacène d'Alger entre la présidente de l'instance fédérale, Karima Taleb et les clubs pensionnaires de la division Excellence "A" dames, précise la même source.

La compétition se déroulera en matchs aller/retour dont le premier sera déclaré champion d'Algérie de la saison 2024-2025, alors que les quatre derniers clubs rétrograderont en division Excellence "B".

Le championnat d'Algérie 2023-2024 a été remporté par le HBC El-Biar, qui a réussi à conserver son titre, alors que le CF Boumerdès s'est adjugé la Coupe d'Algérie.

Chez les messieurs, le coup d'envoi du nouvel exercice a été vendredi dernier, avec le déroulement de la première journée de la compétition. Deux matchs ont été reportés à une date ultérieure, comptant pour le groupe A : MC Oran - ES Aïn Touta et CR Bordj Bou Arreridj - MC Saïda, tandis que le match entre la JS Saoura et le CHB Zighout Youcef n'a pas eu lieu.

Les clubs composant la division Excellence (A) dames 2024-2025:

HBC El-Biar (champion en titre) - CF Boumerdès (vice-champion) - MC Alger - HC Mila - TS Sétif - NRKG Alger - CS Mouloud Mammeri - NRF Constantine - CH Bachdjarah - US Akbou - OJS Constantine - JS Awzellaouen - NR Hussein-Dey - JSA Aïn Feouara.

Au profit de six unions zonales et associations membres La CAF a augmenté la subvention annuelle de 50%



La Confédération africaine de football a augmenté de 50% la subvention annuelle allouée aux six "Unions Zonales" des associations membres de l'instance suprême du football africain.

La subvention annuelle a augmenté de 450 000 USD à 750 000 USD, soit une augmentation de 50%. La CAF a également augmenté la subvention aux associations membres, passant de 250 000 USD à 400 000 USD, précise l'instance africain dans un communiqué publié sur son site officiel.

En conséquence, la plupart des unions zonales de la CAF ont augmenté leurs activités de développement et leurs compétitions de plus de 50% au cours des deux dernières années.

Les présidents des "Unions Zonales" et des associations membres ont salué le travail du président de la CAF, Patrice Motsepe, ainsi que celui de l'exécutif de la CAF, soulignant particulièrement l'impact positif de l'augmentation du soutien financier pour les "Unions Zonales" et les "associations membres", selon la même source.

Le président de la CAF, Patrice Motsepe, a participé dimanche 20 octobre aux réunions des Unions Zonales tenues à Addis-Abeba et a échangé avec elles sur le développement du football.

M. Motsepe, a souligné l'importance des unions zonales et des associations membres dans la promotion de la croissance et du développement du football en Afrique, tout en mettant en avant la nécessité de continuer à engager les gouvernements et le secteur privé en tant que partenaires.

Prévu en 2025 au Etats-Unis L'Inter Miami de Messi invité au Mondial des clubs

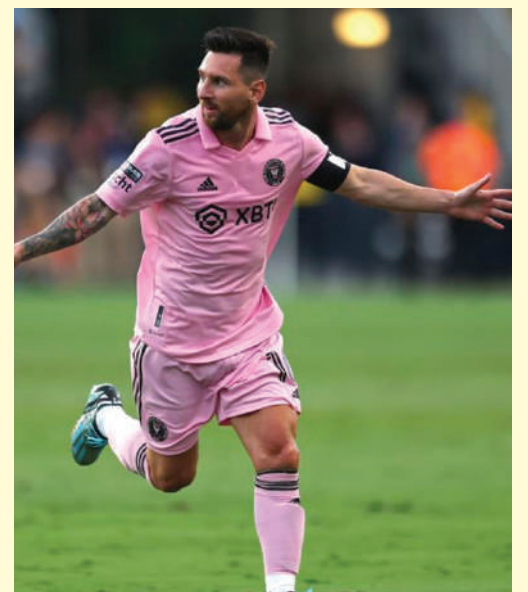
L'Inter Miami de Lionel Messi disputera le Mondial des clubs l'an prochain aux Etats-Unis, a annoncé samedi la Fifa, qui a invité l'équipe floridienne de la superstar argentine.

La Fédération internationale de football organise du 15 juin au 13 juillet 2025 une Coupe du monde des clubs élargie à 32 formations, et espère avec cette invitation y voir briller l'octuple Ballon d'Or et champion du monde du monde 2022 argentin.

"L'Inter Miami a été choisi en tant que représentant du pays hôte grâce aux performances exceptionnelles et constantes du club, qui était assuré de dominer la phase régulière de MLS à deux matches de L'Inter Miami jouera même en ouverture du tournoi le 15 juin au Hard Rock Stadium de l'équipe de foot US des Miami Dolphins, a encore ajouté la fédération internationale.

La Fifa organise en 2025 la première Coupe du monde des clubs à 32 équipes (au lieu de 7 équipes), ancienne compétition annuelle désormais prévue tous les quatre ans.

Le tirage au sort des huit groupes de quatre équipes aura lieu en décembre.



CHUTE DE L'ABSORPTION DU CARBONE PAR LES FORETS ET LES SOLS

Un phénomène qui inquiète les scientifiques

Les résultats préliminaires d'une étude révèlent une chute de l'absorption de carbone par les forêts et les sols en 2023. Dans un article paru le 14 octobre dernier, *The Guardian* s'interroge sur les conséquences de cet effondrement sur le réchauffement climatique.

Jusqu'à présent, la nature a équilibré nos abus. Cela touche à sa fin". C'est ce qu'a déclaré en septembre dernier Johan Rockström, directeur de l'Institut de recherche sur l'impact climatique de Potsdam, au cours de la Semaine du climat de New York. "Nous constatons des fissures dans la résilience des systèmes terrestres. Nous constatons des fissures massives sur terre — les écosystèmes terrestres perdent leur capacité de stockage et d'absorption du carbone —, mais les océans montrent également des signes d'instabilité" ajoute-t-il. Les océans, forêts, sols et autres puits de carbone naturels de la planète absorbent habituellement environ la moitié de toutes les émissions humaines de carbone. Mais les résultats préliminaires d'une étude menée par une équipe internationale de chercheurs publiée en juillet dernier montrent que la quantité de carbone absorbée par les terres s'est temporairement effondrée en 2023, l'année la plus chaude jamais enregistrée à ce jour, rapporte *The Guardian*. Les forêts et les sols ont en effet seulement absorbé en 2023 entre 1,5 milliard et 2,6 milliards de tonnes de CO₂, contre 9,5 milliards de 2022, précise *Le Monde*. Et ce notamment en raison des incendies qui ont fait rage au Canada et en Sibérie ainsi de la sécheresse en Amazonie. Un effondrement soudain qui n'a pas été pris en compte dans la plupart des prévisions climatiques, ouvrant la possibilité à un réchauffement climatique plus rapide que prévu, selon le quotidien britannique.

"Nous ne voyons pas vraiment la crise"

"Aucun de ces modèles n'a pris en compte des pertes telles que les feux de forêt au Canada l'an-



née dernière, qui ont représenté six mois d'émissions fossiles américaines", explique le professeur Andrew Watson, directeur du groupe des sciences marines et atmosphériques de l'Université d'Exeter, au Royaume-Uni. Si cet effondrement pourrait être temporaire, précise le quotidien britannique, mais aussi actuellement régional — des pays comme la Chine et les États-Unis n'ayant pas encore enregistré de tels déclin —, cela rappelle la fragilité de ces écosystèmes. "Cette planète stressée nous aide en silence et nous permet de mettre notre dette sous le tapis grâce à la biodiversité", rappelle Johan Rockström. "Nous sommes bercés dans une zone de confort — nous ne voyons pas vraiment la crise." Sans technologie capable d'éliminer le carbone atmosphérique, les puits de carbone naturels de la Terre — les forêts, prairies, tourbières ou encore océans — constituent aujourd'hui la seule

façon efficace d'absorber la pollution carbone humaine, dont le record de 37,4 milliards de tonnes a été atteint en 2023, rappelle *The Guardian*. "Nous observons dans la biosphère des réponses surprenantes qui ne correspondent pas à ce qui était prévu, tout comme nous le faisons pour le climat", précise Tim Lenton, professeur de changement climatique et de science du système terrestre à l'Université d'Exeter. "Il faut se demander : dans quelle mesure pouvons-nous compter sur eux comme puits ou comme réservoirs de carbone ?" "Si cet effondrement se reproduisait dans les prochaines années, nous risquons d'observer une augmentation rapide du CO₂ et du changement climatique au-delà de ce que prévoient les modèles", s'inquiète dans les colonnes du *Monde* le climatologue Philippe Ciais, l'un des auteurs de l'étude et directeur de recherche au Laboratoire des

sciences du climat et de l'environnement.

Des processus d'absorption difficiles à mesurer

Si les émissions de carbone humaines sont désormais facilement quantifiables, les processus d'absorption par nos écosystèmes est plus difficile à mesurer, estiment les chercheurs. Il est donc aujourd'hui difficile de prédire le comportement futur des puits de carbone naturels de la Terre, précise *The Guardian*. Les recherches publiées en juillet dernier montraient ainsi que si la quantité totale de carbone absorbée par les forêts était stable entre 1990 et 2019, celle-ci variait considérablement selon les régions, rapporte *The Guardian*. Le quotidien britannique cite l'exemple des forêts boréales, qui abritent environ un tiers de tout le carbone présent sur terre mais dont

les infestations de coléoptères liées à la crise climatique, les incendies et la déforestation ont provoqué récemment une forte diminution de l'absorption de carbone. "Dans l'ensemble, les modèles s'accordent sur le fait que les puits terrestres et océaniques vont diminuer à l'avenir en raison du changement climatique. Mais la question est de savoir à quelle vitesse cela se produira. Les modèles tendent à montrer que cela se produira plutôt lentement au cours des 100 prochaines années environ", explique Andrew Watson. Mais "cela pourrait se produire beaucoup plus rapidement (...)" Les climatologues (s'inquiètent, ndr) du changement climatique non pas à cause des éléments contenus dans les modèles, mais parce qu'ils savent que ces modèles omettent certains éléments. "La question des puits naturels n'a jamais vraiment été abordée correctement dans les domaines politique et gouvernemental. On a supposé que les puits naturels seraient toujours là. En réalité, nous ne les comprenons pas vraiment et nous ne pensons pas qu'ils seront toujours là. Que se passera-t-il si les puits naturels, sur lesquels ils comptaient auparavant, cessent de fonctionner en raison du changement climatique ?" Pour Pierre Friedlingstein, professeur à de l'Université d'Exeter qui supervise les calculs annuels du budget carbone mondial, il est essentiel de s'attaquer au nœud du problème : "Nous ne devrions pas compter sur les forêts naturelles pour faire le travail. Nous devons vraiment, vraiment nous attaquer au gros problème : les émissions de combustibles fossiles dans tous les secteurs". Il conclut : "Nous ne pouvons pas simplement supposer que nous avons des forêts et que celles-ci élimineront une partie du CO₂, car cela ne fonctionnera pas à long terme."

GRANDS FONDS OCÉANIQUES

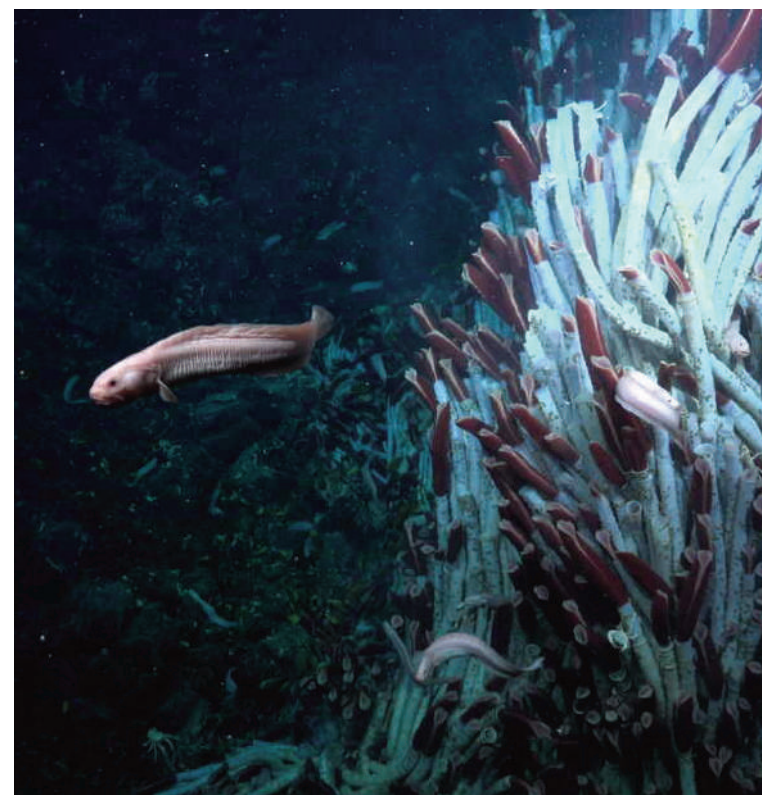
Des vers géants grouillent sous la croûte terrestre

Des scientifiques ont découvert des vers géants nichés sous la croûte terrestre au fond des océans, suggérant, dans une étude publiée mardi dans *Nature*, que les écosystèmes de ces milieux hostiles sont plus vastes qu'imaginé.

Des scientifiques ont découvert des vers géants nichés sous la croûte terrestre au fond des océans, suggérant, dans une étude publiée mardi dans *Nature*, que les écosystèmes de ces milieux hostiles sont plus vastes qu'imaginé. Qui n'a jamais soulevé une pierre enfouie dans la terre pour y découvrir un monde grouillant de vie ? C'est ce qu'a fait une équipe de chercheurs à 2 515 mètres de profondeur au large des côtes de l'Amérique centrale, au niveau de la dorsale est-Pacifique. Sous cette chaîne de montagnes sous-marines, qui traverse l'océan Pacifique du Nord au Sud, deux plaques tectoniques s'éloignent l'une de

l'autre, créant entre autres des cheminées hydrothermales par lesquelles s'échappe l'eau chauffée par le magma et chargée de composés chimiques. Ces oasis sous-marines, dont l'existence n'a été découverte que dans les années 70, abritent une biodiversité unique. Vers géants tubicoles (qui construisent un tube dans lequel ils vivent) et moules y prospèrent sous une pression 250 fois supérieure à celle de la surface et dans l'obscurité totale, en symbiose avec des bactéries qui produisent des nutriments à partir de minéraux. Pour récolter des échantillons à une telle profondeur, l'équipe a utilisé un véhicule sous-marin télécommandé conçu pour explorer les grands fonds marins, équipé de caméras, de bras manipulateurs et d'un large burin pour forer et retourner les roches. "En essayant d'en collecter", poursuit Mme Bright, "nous avons découvert qu'il y avait des cavités en dessous" et que celles-

ci étaient richement peuplées : des microbes et des larves, mais aussi des vers adultes, des patelles (une sorte de mollusque) et des animaux mobiles comme des polychètes (une sorte de ver annélide) ou des gastéropodes (escargots marins). Notre découverte montre qu'on peut faire des trouvailles inattendues, même sur notre planète, dans des lieux spécifiques qui ont été étudiés pendant plus de 30 ans, simplement parce que personne n'avait pensé à chercher des animaux dans la croûte auparavant.. Dans ces grottes d'environ 10 cm de hauteur, dont l'une abritait des vers mesurant jusqu'à 41 cm de long, règnent des conditions proches de celles de la surface à proximité des cheminées et propices au développement des larves : "une température atteignant 25 °C, de l'oxygène et du sulfure d'hydrogène toxique en concentrations modérées", détaille-t-elle.





Aménager un gym à la maison

Vous aimeriez vous entraîner, mais vous manquez de temps? Entre le travail, les enfants et les tâches ménagères, il n'est pas toujours facile de se faire une petite place pour s'entraîner. Avez-vous déjà pensé à vous entraîner à la maison, dans le confort de votre foyer?

Cette solution pourrait révolutionner votre vie, car elle n'a jamais été aussi simple et accessible. Remettez-vous en forme dès maintenant. Les médecins le répètent souvent : il est important de faire du sport sur une base régulière. Cela nous permet de nous sentir en forme et en harmonie avec notre corps, peu importe le poids sur la balance ou le reflet dans le miroir. Avec nos rythmes de vie effrénés, de plus en plus de personnes choisissent de s'entraîner à la maison pour une foule de raisons : gain de temps, facilité d'accès, etc. Il peut s'agir d'entraînement de fitness au quotidien ou encore de vélo d'intérieur. Aujourd'hui, il n'est plus nécessaire d'avoir une grande pièce dédiée au conditionnement physique pour s'entraîner chez soi. En fonction de vos objectifs, peu de matériel suffit.

Bienfaits et avantages de s'entraîner chez soi

Peu importe vos objectifs, s'entraîner à la maison peut s'avérer être une bonne option. Les adeptes de l'entraînement à la maison mettent de l'avant la liberté absolue : très peu de matériel requis et la possibilité de faire ses exercices où et quand on le veut, sans dépendre d'une salle, d'un professeur de sport ou même d'un horaire. En effet, cette solution est très pratique en termes d'organisation : pas de déplacements, pas d'attente devant les machines, pas d'horaires contraignants; le rêve, n'est-ce pas? De plus, l'entraînement à la maison est bien souvent moins coûteux que l'adhésion à une salle de gym. Il existe aujourd'hui un large choix de produits adaptés à la pratique sportive à la maison : des ap-



pareils faciles à ranger, plusieurs accessoires tels que les haltères que vous pouvez stocker facilement et qui vous permettent de réaliser de nombreux exercices.

La corde à sauter

Il s'agit d'un redoutable accessoire de fitness pour entretenir sa forme à la maison. Faire de la corde à sauter est un exercice complet qui muscle le bas du corps, mais tonifie aussi les abdominaux, les bras et les épaules. La corde est très facile d'utilisation et idéale pour perdre du poids ou gagner en endurance. Vous pouvez commencer par 5 minutes de saut, puis augmenter progressivement jusqu'à un entraînement de 30 minutes.

La base d'entraînement pour vélo

Pendant longtemps, le vélo stationnaire a été le symbole du sport à la maison. Mais aujourd'hui, il n'est plus nécessaire d'investir autant : il suffit d'avoir une base d'entraînement pour vélo pour se remettre en forme et améliorer son endurance (même pendant

la saison froide). Les avantages du vélo? Il muscle sans traumatisme pour les articulations et il affine la silhouette. Enfin, il est excellent pour stimuler le système cardiovasculaire.

Le tapis de sol et les haltères

Le duo tapis de sol et haltères vous permet de réaliser un nombre incalculable d'exercices pour tout le corps : bras, fessiers, jambes, abdos, etc., tout en étant facile à utiliser, à transporter et à ranger. Le gainage abdominal pour vous maintenir en forme et surtout renforcer vos abdominaux, ça vous dit? L'exercice de base est la planche : en appui sur les coudes et les pieds, contractez les abdominaux et maintenez la position entre 30 secondes et une minute.

La montre de sport

Suivez votre rythme cardiaque et vos entraînements grâce aux montres de sport. Bien plus que des bijoux technologiques, elles permettent de s'entraîner tout en restant à l'écoute de son corps. Vous ne pourrez plus vous pas-

ser de la vôtre!

Le ballon d'équilibre

Il vous permet de renforcer vos muscles profonds en douceur. S'il sollicite surtout les abdominaux (il est très efficace pour retrouver un ventre plat), il permet aussi de muscler les cuisses et les fessiers. Choisissez votre ballon d'équilibre en fonction de votre taille. Notez également que plus un ballon est souple, plus les exercices sont faciles à faire. Il est donc préférable de le gonfler au fur et à mesure de votre progression.

Les bandes élastiques

Abordables et polyvalentes, les bandes élastiques ajoutent de la résistance à presque tous vos exercices. On peut les utiliser à n'importe quel âge et niveau pour apporter forme et tonicité à son corps. Elles se transportent facilement et sont faciles à utiliser. Voilà pourquoi elles deviendront un partenaire de fitness de choix.

S'entraîner sans matériel : est-ce possible?

Avec un peu d'imagination, il est tout à fait possible de réaliser de nombreux exercices uniquement avec le poids de votre corps tels que des squats, des pompes, des abdominaux, etc. En plus, vous pouvez les faire n'importe où que vous soyez. Votre plan d'entraînement maison

Voici quelques idées d'exercices efficaces qu'il est possible de pratiquer chez vous : L'échauffement : étape essentielle avant de commencer vos exercices. Vous pouvez faire des petites foulées sur place ou encore lever les genoux bien hauts. Une fois cette étape accomplie, les choses sérieuses peuvent commencer. Une série de squats. Une série de jump squats. Une série de push-ups. La position de la planche pendant 1 minute (commencez avec 15 secondes, puis augmentez progressivement). Une série d'abdominaux. Des back extensions. Des étirements : prenez quelques minutes pour étirer tous les muscles de votre corps et faire redescendre sa température.

3 règles pour booster votre entraînement

Adoptez l'habitude de faire du sport : on dit qu'il faut 21 jours pour adopter n'importe quel type d'habitude, y compris celle de faire du sport régulièrement. Alors, n'abandonnez pas. En créant l'habitude de faire du sport, vous ne vous demanderez même plus si vous avez envie d'en faire, vous en ferez, c'est tout. Repensez votre alimentation : sport et alimentation vont de pair pour une bonne hygiène de vie. Assurez-vous de revoir votre assiette en même temps que votre pratique. Soyez constant : le matin au réveil, le midi à la pause dîner ou le soir pour décompresser... L'important est de respecter votre horaire et votre engagement vis-à-vis vous-même. Vous manquez de temps? En faisant du sport à la maison, vous en gagnerez! A vous de jouer pour garder la forme!

C'est la saison de la grenade

Tous les bienfaits de ce fruit aux petites graines

La grenade apporte de nombreuses vitamines et c'est aussi l'un des fruits ayant le plus de propriétés antioxydantes. Découvrez toutes les bonnes raisons de l'inclure à votre alimentation.

Quelles sont les vitamines présentes? La grenade est riche en vitamine du groupe B et C. Les premières sont impliquées dans la production d'énergie, dans le phénomène de production de globules rouges, la synthèse des protéines, la régénération des cellules et le maintien du fonctionnement du système nerveux central. Les vitamines du groupe C ont d'autres effets bénéfiques sur la santé. "La vitamine C (ou


acide ascorbique) a un rôle de coenzyme dans le fonctionnement d'un nombre limité d'enzymes de la famille des oxygénases, impliquées notamment dans la synthèse de carnitine, de catécholamine et dans l'hydroxylation de la proline au sein du collagène. Ce dernier rôle explique les symptômes touchant le tissu conjonctif observés lors d'une carence conduisant à l'apparition du scorbut. Par ailleurs, la vitamine C est un agent réducteur intervenant dans les défenses antioxydantes comme piègeur d'espèces réactives de l'oxygène et de l'azote. La vitamine C est aussi connue pour favoriser l'absorption du fer non-hémi-

nique", détaille l'Anses. Car le "vrai" pouvoir de la grenade, ce sont ses antioxydants grâce auxquels elle lutte contre les radicaux libres présents dans l'organisme. La grenade est particulièrement riche en anthocyanines et en polyphénols. Une composition aux nombreux effets bénéfiques pour la santé. Ce sont d'ailleurs les anthocyanines qui sont responsables de la jolie teinte rouge de la grenade. Les anthocyanines servent à bien d'autres choses puisque ces flavonoïdes aident à diminuer le taux de cholestérol dans le sang, à abaisser la pression artérielle, etc. Une consommation d'antioxydants permet de lutter contre

l'apparition de certains cancers, de maladies cardiovasculaires et pourrait réduire le risque de souffrir d'une maladie liée à l'âge comme la maladie d'Alzheimer. La grenade contient aussi de la vitamine E. "Sa principale propriété est sa fonction antioxydante, permettant, notamment du fait de sa lipophi-

lie, de limiter la peroxydation lipidique. Son pouvoir antioxydant dépend d'effets synergiques et complémentaires avec d'autres antioxydants à la fois d'origine endogène et exogène tels que la vitamine C ou les caroténoïdes", rappelle l'Agence de santé. La plupart du temps, l'extrait de grenade est réalisé à partir de la peau du fruit car c'est là que se trouve le plus d'antioxydants.



 <p>Quotidien National d'information</p> <p>www.lemediateurmaghrebain.dz</p> <p>Quotidien national d'information édité par sarl dihia lilialam</p>	<p>Directeur de publication Mesbah Hafid</p> <p>Directeur Administratif Chabane Nassim</p> <p>Rédacteur en Chef Keddouh Mohand Seghir</p> <p>Directeur technique Hamadi Lyes</p>	<p>Adresse Email: lilialamsarldihia@gmail.com</p> <p>Adresse: N°72 oued tarfa 1^{er} étage lot N°20 draria Alger</p> <p>Nombre de tirage : 2000</p>	<p>PUBLICITÉ " Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité "</p> <p>Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger. Téléphone: 020.05.20.91 / 020.05.10.42 Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 020.05.13.77</p> <p>Email : agence.regie@anep.com.dz programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ouargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz</p>	<p>Impression Simpral Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous les articles sauf accord de la rédaction.</p>
--	--	--	---	---



Alger	23°	16°
Oran	24°	15°
Annaba	23°	16°

HORAIRES DE PRIÈRES À ALGER

Fajr	05:28
Sunrise	07:01
Dhuhr	12:32
Asr	15:37
Maghrib	18:03
Isha	19:26



ASSURANCES

Le marché en hausse de 8,8% au 1^{er} semestre 2024

Le marché national des assurances, toutes activités confondues, a généré au premier semestre 2024 un chiffre d'affaires de 90,2 milliards de dinars (mds DA), en hausse de 8,8% par rapport à la même période de 2023, a indiqué le Conseil national des assurances (CNA) dans sa dernière note de conjoncture.



La branche des assurances dommages, qui domine le portefeuille des assurances en Algérie à hauteur de 81,3%, a réalisé un chiffre d'affaires de 73,3 mds DA au 30 juin de l'année en cours, contre 69 milliards à la même période 2023, soit une augmentation de 6,3%. Alors que celle des assurances personne, qui représente 11,9% du marché, a réalisé un chiffre d'affaires de 10,5 mds DA, en évolution de 7,7% par rapport à la même période de 2023, selon le même bilan. Dans les détails, la branche automobile qui détient la moitié du chiffre d'affaires des assurances de dommages, a progressé de 6,4% sur un an durant le premier semestre, avec une production de 36,7 mds DA. Cette tendance haussière est due essentiellement à l'évolution des réalisations en "Risques non obligatoires" (+7,4%), liée, en grande partie, à l'augmentation des importations de véhicules, notamment ceux de moins de trois ans, générant, ainsi, une production additionnelle de plus de 2 mds DA. La branche "Agricole" marque, à la fin du premier semestre 2024, une importante hausse de 13,1%, par rapport aux réalisations du premier semestre 2023, soit un volume de primes additionnelles de 128,4

millions de dinars. La sous-branche "Production végétale" enregistre elle aussi une progression de 83,5%, suite à la reprise significative des souscriptions relatives au produit "Céréales", comparativement au premier semestre 2023 durant lequel les agriculteurs avaient été considérablement affectés par des conditions climatiques "défavorables", ajoute la même source. En revanche, la sous-branche "Production animale" accuse une régression de 17,6%, causée par le non-renouvellement de l'importation des bovins d'abattage. Quant à l'assurance de personne, elle a cumulé au premier trimestre 2024 un chiffre d'affaires de 10,7 mds DA, soit une production additionnelle de 767,2 millions de dinars comparativement à la même période de l'année 2023, marquant ainsi une évolution de 7,7%. S'agissent des fenêtres et sociétés activant dans le cadre de l'assurance "Takaful", elles cumulent à fin juin 2024, un chiffre d'affaires de 256,9 millions de dinars, soit une évolution de 293,2%. Cette croissance trouve, principalement, son origine dans l'extension du réseau de distribution de cette activité. En ce qui concerne la réassurance, la Compagnie centrale de réassurance CCR) affiche, au terme du premier semestre 2024, un chiffre

d'affaires, en affaires internationales, de 5,9 mds DA, en progression de 51,4%, par rapport à la même période de 2023, durant laquelle la production avait atteint un montant de 3,9 milliards de DA. En ce qui concerne les sinistres déclarés auprès des sociétés d'assurances, au titre du premier semestre 2024, ils affichent une croissance de 11,4%, en montant, et un repli de 2,5%, en nombre, totalisant, ainsi, 844.242 dossiers pour un total de 43,3 mds DA. Quant aux indemnisations, elles s'établissent à 30,2 mds DA, pour un total de 623.811 dossiers réglés (dont 669 au titre de l'assurance Takaful), en régression de 3,6% par rapport à la même période en 2023. En revanche, les sinistres à payer ont atteint un total de 114,7 mds DA, selon le même bilan précisant que le nombre de dossiers en stocks marque une progression de 3,6%, soit 1.719.218 dossiers, au 30 juin dernier, contre 1.660.193 dossiers au terme du premier trimestre 2024. La note de conjoncture a relevé que les sociétés publiques dominent le marché des assurances de dommages avec 75,9% du chiffre d'affaires global, atteignant ainsi 55,7 mds DA, et que les sociétés privées, qui comptabilisent 17 mds DA de chiffre d'affaires, totalisent une part de 22,3%.

Effondrement d'un immeuble à Béchar Le ministère de l'Habitat dépose plainte



Le ministère de l'Habitat a officiellement déposé plainte contre les responsables impliqués dans l'effondrement d'un immeuble situé dans le quartier des 770 logements à Béchar, a indiqué hier un communiqué du ministère. Cet incident tragique, survenu le 18 octobre 2024, a causé la destruction d'un bâtiment de quatre étages. Selon le même communiqué, « un rapport d'expertise finale, émis par la commission technique en charge de l'enquête, a révélé que des interventions illégales et dangereuses ont directement compromis la structure du bâtiment, menant à son effondrement ». Selon la même source, « l'enquête a mis en lumière des irrégularités graves dans les travaux effectués au niveau des colonnes de soutien du bâtiment », révélant que certaines de ces colonnes avaient été intentionnellement endommagées à l'aide d'outils spécifiques destinés à couper du béton et de l'acier, ce qui a fragilisé les fondations du bâtiment, mettant en péril sa stabilité. Le communiqué précise également que des propriétaires des commerces situés au rez-de-chaussée de l'immeuble sont les principaux responsables de ces modifications. Face à ces constatations, le ministère de l'Habitat a pris des mesures immédiates en portant plainte contre tous ceux ayant participé à ces travaux non conformes aux normes de sécurité. Ces actes sont qualifiés d'une gravité exceptionnelle, car ils ont mis en danger la vie des habitants de l'immeuble ainsi que celles des personnes résidant à proximité. Pour rappel, une commission d'experts, dépêchée par le ministère de l'Habitat suite à l'effondrement de cet immeuble à entamé, samedi dernier, les travaux d'expertise, sous la conduite du directeur-général de l'Habitat au ministère, Mohamed Mordjani. La commission, qui s'est rendue sur place en compagnie du wali de Béchar, Mohamed Said Benkamou, a constaté l'état de l'immeuble en question et entamé les travaux d'expertise et de diagnostic sur les causes de son effondrement. Dans une déclaration, M. Mordjani a expliqué que « selon le premier constat des membres de la commission, des commerçants ont procédé à des modifications de certains locaux du rez-de-chaussée de l'immeuble qu'ils occupent, ce qui peut être l'une des causes principales de l'effondrement de la bâtisse ».

INSTITUT DE FORMATION BANCAIRE

Plus de 16.000 cadres bancaires formés en 2023

Pas moins de 16.000 cadres bancaires ont bénéficié de formation durant l'exercice 2023, par l'Institut de formation bancaire (IFB), a indiqué hier à Alger le Directeur général de cet institut public, Athmane Malek. "En 2023, plus de 100 thématiques de formation, fruit d'un travail de collaboration ont été développées au profit des banques et établissements financiers", a précisé M. Malek, dans son allocution, lors de la 7ème édition de la rencontre annuelle de l'IFB avec les responsables des ressources humaines (RH) et de la formation des banques et établissements financiers en Algérie. A

ce titre, il a précisé que pas moins de 16.000 cadres bancaires ont bénéficié de formations dans ces thématiques durant le même exercice. Il a ajouté que ces thématiques traduisent "l'engagement de l'IFB à répondre aux exigences des établissements financiers et à contribuer à la réalisation de leurs plans de formation". M. Malek a dans la foulée souligné que l'IFB s'appuie sur des partenariats nationaux et internationaux, un vivier de plus de 300 formateurs pluridisciplinaires et un capital expérience de l'IFB de 35 ans pour mieux servir la profession bancaire. Sur la même lancée, le même

responsable a indiqué que le catalogue de formations 2025 que propose l'IFB, vise à enrichir l'offre et à répondre aux préoccupations liées à la transformation du secteur bancaire. Il a cité entre autres le pilotage des risques, le contrôle et la supervision bancaires, le développement des services monétiques, l'inclusion financière et le déploiement de la finance islamique, mettant en avant également la panoplie des séminaires et des journées d'études prévus en sessions interbancaires traitant des thématiques "pointues". De son côté, le président du Conseil d'administration de l'IFB,



Amar Oudahmane, a relevé que l'Institut s'emploie à adapter ses formations proposées à "l'évolution du marché financier et aux préoccupations de l'heure du secteur bancaire"

notamment dans les volets liés à la cyber sécurité, le traitement des opérations du commerce extérieur et l'ouverture de capital et l'introduction en bourse.